

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

TIC(E): LE PASSAGE EN FORCE

de Bernard Legros / Pages 8-9

POUR UN PRINTEMPS EUROPÉEN

Martin Pigeon (CEO) / Page 5

KAIROS FÊTE SA PREMIÈRE ANNÉE ET REVIENT SUR LES DOSSIERS

Pages 3-4

AUTRE POSSIBLE REPENSER LA VILLE

Page 11

Kairos

Editeur responsable: Jean-Baptiste Godinot / asbl Respire — rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles



Illustration: Félicie Haymoz



SOMMAIRE

EDITORIAL

Page 2

UN AN DE KAIROS
ET DE DOSSIER

Pages 3-4

POUR UN PRINTEMPS
EUROPÉEN

Page 5

APRÈS MOI LE DÉLUGE

Page 6

LES «AVANTAGES»
DE LA MINORITÉ

Page 7

TIC(E) : LE PASSAGE
EN FORCE

Pages 8-9

UN FILM

Page 10

AUTRE POSSIBLE :
VOIR LA VILLE AUTREMENT

Pages 11-18

LA VILLE : TERRAIN
D'EXPÉRIMENTATION CAPITALISTE

Pages 11/16/17

REDESSINONS LA VILLE

Pages 12 - 13

LE PROJET ANSPACH

Page 14

CHARTRES : TÉMOIGNAGE
SUR LE PIÉTONNIER

Page 15

LES « ALERTES AU SMOG »
NE SONT PAS DES ALERTES

Page 18

POUR UN NOUVEAU
PROTECTIONNISME

Page 19

ALTERNATIVE :
« LES COMUNEROS »

Pages 20-21

UN PRÉSENTOIR
POUR KAIROS / BRÈVES

Page 22

VU/LU/ENTENDU / AGENDA

Page 23

ÉDITORIAL



Loin des étonnements affectés des hommes politiques et de leurs acolytes médiatiques, qui feignent de découvrir avec l'« affaire Cazu-hac » qu'intérêts politiques et intérêts privés se confondent le plus souvent, d'autres s'affairent obstinément à nous faire passer des vessies pour des lanternes.

Ainsi de Bayer et de Syngenta, deux mastodontes de l'agrochimie et du pharmaceutique qui, face à la disparition massive et inquiétante des abeilles, « ont proposé aujourd'hui un plan d'action destiné à débloquent la situation dans laquelle se trouve l'Union européenne ». Ces deux mêmes entreprises, l'une allemande et l'autre suisse, produisent des produits phytosanitaires, donc des pesticides pour ne pas les nommer, dont des néonicotinoïdes qui ont un effet avéré sur la disparition des abeilles.

John Atkin, « Chief Operating Officer de Syngenta », nous assure que l'opération « Pollinator apportera des éléments précieux dans le domaine de la santé des abeilles alors qu'une restriction sur les néonicotinoïdes ne résoudra point le problème. Interdire ces produits ne sauvera pas une seule ruche et il est plus que temps que l'on se focalise sur les causes réelles du problème du déclin des populations d'abeilles. Ce plan est fondé sur notre confiance dans la sûreté de nos produits et sur notre engagement historique à améliorer l'environnement pour les abeilles¹. »

« Absurde », direz-vous ! Non, logique ! Logique d'un système qui toujours s'est dévoué pour nous présenter le spectacle sans jamais nous faire voir... ses coulisses. Il fallait donc faire « comme si » pour continuer à faire « comme avant ». Créer des boîtes de com., de pub, gangréner les principaux médias, placer quelques milliers de lobbyistes à Bruxelles, se réunir dans les mêmes endroits que ceux que fréquentent hommes politiques, capitaines d'industrie et professionnels de la presse.

Le langage orwellien a atteint aujourd'hui son faite. Ce sont les mêmes qui souillent les plages qui créeront des fonds de défense des oiseaux ; ceux qui défendent le nucléaire qui fonderont des organismes de soutien aux populations irradiées ; les vendeurs de soda qui lutteront contre l'obésité ; les marchands de hamburgers qui feront un plan d'action contre les risques cardiaques. Plus près de chez nous, ce sera NEO, mastodonte dont le non-sens n'a d'égal que la démesure, qui sera pris en exemple pour la nomination de Bruxelles comme capitale verte européenne².

On ne modifie pas le « sens » de l'histoire comme on n'arrête pas le progrès ! NEO, c'est notamment un centre commercial de 70 000 m², alors que City 2, situé à 5,8 kms de là, en fait 51 000. Mais nous ne sommes pas dans le domaine du doute, mais de la nécessité : « la zone du Nord de Bruxelles présente un déficit important en surfaces commerciales par rapport à la moyenne belge, et plus encore par rapport à la moyenne européenne ». En outre, selon le Professeur Grimaud (géographie-sociologie urbaine ULB) « Bruxelles pourrait accueillir 233 000 m² supplémentaires pour atteindre simplement la moyenne des grandes villes belges³ ». Allez, si c'est ainsi, que poussent les centres commerciaux comme poussent arbres et fleurs, puisque tout cela c'est du développement durable.

Pendant ce temps-là, Kairos fête avec ce numéro un an d'existence et prouve, plus que jamais, que ce n'est pas le moment de baisser les bras.

A.P.

(1) www.syngenta.com

(2) Voir www.villedurable.be

(3) Voir www.neobrussels.com

COURRIER
DES LECTEURS

Envoyez vos réactions à :
courrier@kairospresse.be
(les courriers sélectionnés seront publiés
en mentionnant les noms et prénoms
que vous indiquez)



Dithyrambiques, nos lecteurs n'en finissent pas d'éloges. A croire que ce genre de presse manquait dans le paysage médiatique... Surtout, continuez à propager les idées portées par Kairos, si vous pensez qu'elles sont saines et mèneront, si elles se concrétisent et se généralisent, à une société décente. Alors, on aime les compliments, certes ! Mais on aime aussi quand vous parlez de nous... même si on n'entend rien !

Bon courage pour tout ce que vous faites : c'est vraiment important ! Merci d'avoir fait parvenir chez moi les numéros de Kairos consacrés à l'agriculture et le n° 5 : magnifique.

Olivier

J'ai reçu ce jeudi, par courrier, le n° de Kairos sur le gsm etc. Remarquable travail de la part de tous les auteurs des articles : cela résume et vaut un livre sur le sujet. Félicitez tout le monde de ma part, à l'occasion... Et courage pour la continuation ! Il en faut, et du temps, et de l'énergie...

Roland

Vive la presse libre !

Stéphane

Merci pour ce journal et bon vent pour la suite !

Fabienne

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente
Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre,
novembre, février + un n° spécial. / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique par :
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
rue Auguste Lévêque, 37c – 1400 Nivelles

Tirage cet exemplaire a été tiré à 2.500 exemplaires
Routage cambier
Livraison chez Tondeur Dioxyde de gambettes

Les articles n'engagent que la
responsabilité de leurs auteurs

Editeur responsable: asbl Respire - Jean-Baptiste Godinot
Rue Joseph Coosemans, 32 - 1030 Bruxelles – Belgique
info@kairospresse.be – www.kairospresse.be
Tél. (00 32) 673.51.74 / (00 32) 485/057 744 /
(00 32) 488 200 175

Respire
asbl

Co-rédaction en chef
Alexandre Penasse, Jean-Baptiste Godinot
Ce numéro a été coordonné par Alexandre Penasse

Graphisme Pierre Lecrenier
Trésorerie Sandy De Wilde
Relecteurs Janine, Marie-Paule, Nadia

Chroniqueurs

Gwenaël Brees, Jean-Pierre Léon Collignon, Paul Lannoye,
Corporate Europe Observatory, la Foire aux Savoir-Faire asbl

Illustrations

Félicie Hayloz, Titom, François Hubert, Elise Wilk,
Abdel Bouzbiba, Alexandre De Moté, Fabienne Loodts,
Florence Vancappellen, Luc Schuiten, Sophie Le
Grelle, Lucy Watts, Marion Sellenet, Fanny Dreyer

Ont contribué à ce numéro

S.V., Gérald Hannotiaux, Claire Scohier, Piet Van Meerbeek
(pour le Bral), Eddie Vanhassel, A.D.B., Bernard Legros,
Audrey Verbist, Edith Wustefeld et Johan Verhoeven

UN AN DE KAIROS...

C'était un défi, un pari risqué. Devant l'indigence des médias de masse, leur obstination, toujours à tenter de nous faire croire que « demain, la croissance reviendra », se faisant les relais actifs de « nos » décideurs, c'était un défi de faire un journal porteur d'idées subversives, sans publicités, proche des gens, à l'écoute de ceux que les médias dominants laissent de côté, décrivant les alternatives et autres possibles, belge mais ouvert sur le monde.

Mais le jeu n'en vaut-il pas la chandelle? Sept numéros plus tard, nous sommes

toujours là. Certes, comme nous ne pouvions que nous y attendre, les relais traditionnels ont feint – ou presque – notre inexistence. Mais n'attendons pas de ceux que nous esquintons dans nos colonnes qu'ils accèdent subitement à la conscience d'eux-mêmes. Lancer une aventure comme Kairos, c'est aussi et surtout lancer plein de petites capsules subversives, donner à réfléchir, créer le débat, générer des discussions, des conflits, faire connaître des associations et des gens qui s'investissent. C'est espérer que par la connaissance et l'action, l'isolement des individus laissera place à des regroupements et luttes collec-

tives plus nombreuses, indispensables. C'est donc par ces canaux, par vous, que le journal continuera à se faire connaître, tout en répondant à un de ces objectifs principal: créer du lien!

Les médias dominants musellent nos pensées, le seul moyen de faire entendre d'autres voix, c'est de nous donner les moyens de le faire!

A.P.

PETIT ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉVOLUTION DES DOSSIERS

Un an de Kairos, c'est aussi un an de dossiers. Si nous voyons quelques modestes évolutions depuis que nous les avons traités, nous percevons dans les différents thèmes une progression du rouleau compresseur: loin de faire marche arrière, la logique productiviste du toujours plus fait son chemin. Et, plus que jamais, démontre que le combat doit continuer.

UNE RTBF DAVANTAGE RECENTRÉE SUR SES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ?

Les deux premiers dossiers de Kairos avaient porté sur une analyse de la chaîne publique francophone, mettant en évidence ses dérives, son fonctionnement digne d'une entreprise du Bel20 qui gangrène progressivement la chaîne et ce qui en fait sa principale particularité : celle d'être un service public. Qu'en est-il, depuis l'adoption du nouveau contrat de gestion ?

Dans cette édition, nous indiquons les avancées positives du contrat de gestion. Les critiques viendront dans la prochaine édition de votre journal

Le contrat de gestion de la RTBF régleme ses missions de service public et son financement pour les cinq années à venir. Il est le résultat d'une négociation entre la RTBF et le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une comparaison entre le nouveau contrat de gestion et le précédent fait apparaître des évolutions positives, tant sur le fond que sur la forme.

Pour le patron de la RTBF, le contrat de gestion doit se limiter à fixer des objectifs et laisser à la RTBF le choix des moyens de les atteindre. Le contrat de gestion précédent était rédigé dans cet esprit. Avec des expressions comme « selon des périodicités décidées par son Conseil d'administration » et des adverbes comme « notamment » quand il s'agissait d'énumérer ses missions et ses obligations, la RTBF avait bien souvent les coudées franches.

Ce n'était pas anodin car un texte imprécis sans obligations quantitatives rendait plus difficile le contrôle de la réalisation de ces obligations par

le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le nouveau contrat de gestion est à maints égards plus précis. Ainsi par exemple, les notions d'« enfants » et d'« adolescents » sont désormais définies, ce qui permettra un meilleur contrôle des obligations liées aux programmes qui les ciblent spécifiquement.

Sur le fond, plusieurs revendications du monde de l'éducation et du public sont concrétisées par de nouvelles obligations. A titre non exhaustif :

- Un programme mensuel destiné à décrypter et analyser les grandes questions de société verra le jour.

- Le contrat de gestion impose le retour d'une véritable émission télévisée mensuelle de médiation pour répondre aux interrogations et réactions des téléspectateurs.

- Plusieurs initiatives seront prises pour améliorer l'accès aux programmes pour les publics à déficience sensorielle.

- En matière de publicité, le placement de produit (insertion de la mention d'un produit, d'un service ou de leur marque dans un programme) sera interdit dans les émissions de divertissement à partir de juillet 2013. Par ailleurs, l'interdiction d'interrompre les films par de la publicité (levée depuis janvier 2010 pour compenser partiellement les économies budgétaires imposées à la RTBF par le gouvernement) sera à nouveau de mise à partir de 2015.

Le renforcement des missions de service public et le coup d'arrêt porté aux dérives commerciales de ces dernières années contribuent positivement à préserver la spécificité de l'audiovisuel public. Mais les textes ne peuvent pas tout régler. L'état d'esprit d'un média dépend beaucoup de celui de ses dirigeants. Ceux de la RTBF la gèrent comme une entreprise privée qui vendrait n'importe quel produit. Leurs discours et leurs réflexions sont guidés par les concepts publicitaires tels que « parts de marché » et « cœurs de cible ».

A l'instar de B-Post ou de la SNCB, qui ont le statut juridique hybride d'entreprises publiques autonomes, la vigilance et la pression des usagers restent indispensables pour faire en sorte que la RTBF ne soit pas une entreprise publique quand il s'agit de recevoir sa dotation et autonome quand il s'agit de ne rendre aucun compte aux pouvoirs publics et, à travers eux, aux citoyens qui la financent.

ADB

L'INVASION DES MÉGA-CENTRES : LA BÊTE AVANCE...

Ici et là en Belgique, nous dénonçons dans le numéro 3 de Kairos, la logique implacable du déploiement de méga-centres commerciaux. A Bruxelles, Verviers, Namur, tous les projets s'inscrivaient dans une logique obsolète et dangereuse: continuer comme avant mais « en mieux »; faire plus grand, plus gros, plus chic... pour, toujours, produire plus pour... consommer plus.

NAMUR : LE DOUTE S'INSTALLE « CÔTÉ VERRE »

Méga-centre dressé dans les plans d'un périmètre de remembrement urbain, avec comme conséquence la destruction d'un square arboré pour y mettre... 20 000 m² et 1000 places de parking...

En janvier dernier, le collectif de préservation du parc Léopold a remis au bourgmestre une pétition avec plus de 12000 signatures. Le bourgmestre a demandé à CityMall de revoir sa copie afin de préserver un maximum d'arbres, ce qui ne répond pas à la demande du collectif qui défend la préservation intégrale du parc et sa revalorisation. Un vent favorable nous a rapporté que le bureau d'étude de CityMall n'a jusqu'ici reçu aucune demande de la part de la direction (Patric Huon) pour une nouvelle esquisse.

Le PRU (périmètre de remembrement urbain) adopté par la précédente majorité communale (reconduite en octobre 2012 malgré la cuisante défaite d'ECOLO) est toujours en attente de validation par le Gouvernement Wallon car il y a un os : ce PRU, étape préalable à l'introduction de la demande de permis unique par CityMall, entre en contradiction avec le PCA (plan communal d'aménagement). De ce fait, les autorités craignent un recours au Conseil d'Etat en cas d'approbation du PRU. Il règne un flou juridique.

L'association *Namur 80* (active en matière d'urbanisme et membre du collectif) a présenté au PS (à nouveau dans l'opposition) un contre-projet qui préserve totalement le Parc. *Namur 80* a fait de même auprès de l'échevin MR du commerce, l'ex-colonel Luc Gennart, nouveau venu en politique. Ce dernier leur a confié 1) sa crainte que le projet en cours n'aggrave les problèmes de circulation routière à Namur 2) son insatisfac-

tion de la méthode suivie par la précédente majorité pour monter le projet. Toujours aux dires de *Namur 80*, l'échevin Gennart accorde beaucoup de considération aux arguments de *Namur 80* et du collectif.

Le collectif va étudier la faisabilité d'une consultation populaire. Ce défi est plus grand que les 12000 signatures récoltées. Il faut 11000 signatures sur papier de Namurois âgés d'au moins 16 ans avec le nom, le prénom, l'adresse complète, la date de naissance. Il faut aussi déterminer la ou les questions à poser à la population. Le PS n'est pas très chaud pour cette idée, il aurait trop à perdre en cas d'échec dans la perspective du scrutin de 2014. Le PTB veut lancer l'action pour une consultation populaire avec le soutien du collectif. On se revoit fin mars ...

En résumé, le projet CityMall s'enlise et l'unanimité de la majorité sur ce projet semble se fissurer. Pour maintenir la pression et l'attention des médias, le collectif va organiser un pique-nique au parc Léopold le samedi 18 mai.

Pour plus d'infos, rendez-vous sur www.namur-parcleopold.be

Eddie Vanhassel

BRUXELLES : LA GUERRE DES CENTRES COMMERCIAUX OU LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

Automne 2012, nous évoquions dans ce même journal la guerre consumériste, démarrée depuis sept ans en Région bruxelloise et son immédiate périphérie, entre trois méga-projets de centres commerciaux : le projet Just Under the Sky (55.000 m²) porté par Mestdagh/Equilis le long du canal, le projet NEO (72 000 m²) piloté par la Ville de Bruxelles sur le plateau du Heysel et le projet Uplace (53 000 m²) diligenté par Bart Verhaegen, président du FC Bruges, juste de l'autre côté de la frontière de la Région bruxelloise, à Machelen.

Une course contre la montre où chaque région, chaque promoteur, caressent l'espoir d'être le premier sur la ligne d'arrivée. Si l'absurdité socio-économique et environnementale de cette compétition n'est pas assumée par nos dirigeants, les analystes économiques sont assez formels pour considérer que les trois projets ne sont pas tenables. La dernière étude en date réalisée par Comeos (ex-Fedis) énonce que si les trois projets sont menés à terme leur viabilité avoisinerait seulement 20%, quel gâchis!

Alors que les inquiétudes et objections s'accroissent de toute part à l'encontre des trois projets, les deux Régions délivrent les permis à tour de bras, ou les cautionnent, faisant fi du respect de l'environnement, des contraintes de l'aménagement du territoire et de la survie des noyaux commerciaux urbains. Permis par défaut, suspendus, annulés ou sous le coup de nombreux recours, les pouvoirs publics n'en ont cure et foncent tête baissée pour se doter des temples de la consommation censés développer une attractivité territoriale drainant quotidiennement des milliers de chalands en quête d'une expérience de consommation inédite. Un beau miroir aux alouettes à lire les analyses des professionnels de l'immobilier pourtant friands d'habitude de ce genre de projet. En novembre 2012, le courtier CBRE tirait la sonnette d'alarme dans son enquête annuelle : « *Le marché belge du retail a peut-être atteint un sommet. En ce qui concerne les shopping-malls et les commerces installés en périphérie la chute est particulièrement vertigineuse. (...) Au cours des 6 derniers mois, 35% des retailers ont fermé un ou plusieurs points de vente. C'est le chiffre le plus haut jamais atteint jusqu'à présent.* »

En attendant, le projet *Just under the Sky* dispose aujourd'hui de tous ses permis, même s'ils sont criblés de recours. On pointerait le grand courage de la Ville de Bruxelles qui a délivré un permis socio-économique par défaut sans prendre la peine de répondre aux nombreuses objections du Comité Socio-économique National pour la Distribution. Idem pour le projet de centre commercial NEO où la Ville et la Région passent outre au barrage de critiques de la Commission régionale de développement, et désignent les lauréats chargés de penser l'intégration du mastodonte sur le plateau du Heysel. Entendons-nous bien : en parlant d'intégration, la Ville cherche surtout à ce que le projet soit rentable pour permettre le financement d'un centre de congrès. Elle ne s'en cache pas. Les critères pour évaluer le meilleur candidat sont limpides : sur les 250 points à attribuer par le jury, 100 concernent la rentabilité du projet. Nous voilà rassurés!

Claire Scohier, Inter-Environnement Bruxelles

VERVIERS : JUSQU'AU BOUTISME POLITIQUE, SYNDICAL, MÉDIATIQUE...

A l'époque où nous avons rencontré l'association Vesdre-Avenir luttant contre le projet city-mall, une cinquième version de méga-centre commercial enjambant la Vesdre, était sur la table : une surface au sol de 15 500 m², 85 boutiques sur trois niveaux hors sol et 1147 places de parking sur trois niveaux de sous-sol. En tout, un caisson de 250 000 m³ au-dessus de la rivière. Cette affaire, qui dure depuis 2005, a suscité une réaction citoyenne formidable : population, associations et personnalités s'opposent publiquement au projet. Mais promoteurs, politiques, syndicats veulent mordicus leur méga-centre commercial. Evolution d'une lutte qui en dit long sur notre époque.

Depuis que nous avons traité le dossier « Verviers » dans les colonnes de Kairos, les points essentiels sont :

- le retrait du permis, menacé par le Conseil d'État, par le Ministre Henry, puis la réintroduction de celui-ci en lui accordant plusieurs dérogations ;
- la réintroduction d'un recours au Conseil d'Etat contre ce nouveau permis par des riverains ;
- les élections communales ayant pour résultat une nouvelle majorité cdH-MR, et le retournement de veste progressif du cdH, précédemment opposé au centre commercial présenté ;
- la panique du promoteur et de ses adeptes quant à l'avis imminent de l'Auditeur du Conseil d'Etat (Appel à un soutien « violent » de son projet sur Télévesdre / émission contrechamps) ;
- l'intervention de l'association hutoise « Les Récollets » - qui a réussi à contrecarrer l'édification d'un building dans un parc, soutenu fermement par la bourgmestre Anne-Marie Lizin - qui souhaite apporter son soutien à l'association Vesdre-Avenir, face à cette dérive démocratique.

Alors que Kairos consacrait un dossier à la question des syndicats (novembre/décembre 2012), pointant leur dévoiement passé, leur logique productiviste actuelle et les pistes que nous pensions qu'ils pourraient emprunter, la FGTB et la CGSLB confirmaient à Verviers leur soutien au méga-centre commercial et mettaient en garde les requérants : ne pas accepter le City Mall, c'est perdre mille emplois. Rejoignant significativement la Chambre de Commerce et d'Industrie de Namur-Liège-Verviers et l'Union des Classes moyennes, la FGTB et la CGSLB démontrent avec brio qu'organismes de défense des tra-

vailleurs et patronat peuvent s'entendre dans la défense d'une cause commune : celle du productivisme. Le chef de file MR Breuwer propose une plainte en justice contre les requérants pour « *non assistance à ville en danger* » (Sic). Extraordinaire alors que ces requérants ne font qu'exercer leurs droits!

D'autres parleront à propos de Vesdre-Avenir d'« *association dangereuse* » tentant de « *stopper net le redéploiement de Verviers* » et dont il faut dénoncer « *l'action dévastatrice* » (Muriel Targnion, cheffe de groupe PS, L'avenir, 26/02/2013), ou d'un mouvement qui « *risque de tuer Verviers s'il persiste dans son entêtement* » (Freddy Breuwer, Chef de file MR, La Meuse, 26/02/2013).

Orwellien ! A Verviers, la démocratie, le progrès, la vie, le « *redéploiement* »... c'est le béton, le gigantesque, la consommation, la destruction du paysage. Ceux qui s'y opposent dérangent donc, surtout lorsqu'ils s'obstinent avec dignité dans leur combat.

A.P.

LES ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES. QUATRIÈME GÉNÉRATION DE RADIATIONS.

Sitôt terminé le bouclage du dossier 'Ondes électromagnétiques, un fléau qui rapporte', paru dans le numéro 5 de Kairos, s'est manifestée 'l'affaire médiatique de la 4G'. La législation bruxelloise bridait les entreprises, Bruxelles n'allait pas pouvoir profiter de la 4G, etc... Le lobbying industriel se déchaînait. Suspens : qu'allait donc faire le ministre de l'environnement?

Evelyne Huytebroeck vante « sa » norme limitant à 3v/m les rayonnements de la téléphonie mobile, qualifiée de protectrice de la santé humaine, un seuil pourtant énorme au regard de celle-ci. Soyons clairs : édicter une norme visant à réduire une nuisance puis multiplier les antennes propulsant celle-ci n'est nullement un choix de santé publique, mais un choix commercial ; plus de gens proches de plus d'antennes = une aggravation du problème sanitaire. Aujourd'hui, l'absurdité va encore plus loin. La 4G sera déployée, dit-elle, mais on ne touche pas à la norme de 3v/m, 'c'est bétonné' mais... pour les radiations 2G et 3G! A côté, on crée un nouveau 'pot' pour la 4G! On dépasse la norme, donc... Outre cette communication absconse et ridicule, le parti Ecolo a montré à nouveau la supériorité des lobbys industriels dans les choix de santé publique.

Finalement, la 4G est un détail dans le problème sanitaire auquel nous faisons face, pour le combattre nous allons devoir réapprendre à vivre sans ces engins sans fil aux radiations nocives. Rhôôôôlala mais quel est ce discours? Retour à la bougie! Moyen-âge! Homme des cavernes!

La situation est pourtant claire, elle nous présente deux options. Soit nous continuons la fuite en avant actuelle, en ajoutant encore et toujours des engins sans fil, et nous continuons à compter les victimes au sein d'un désastre sanitaire en expansion. Cette première option est extrêmement bien engagée. Soit on (ré)éduque les gens à vivre sans ces machines, au sein d'un rythme humain, sans désorganisation sociale rémunératrice pour les industriels... et on enrayer le désastre sanitaire en cours. Cette seconde option, elle, n'est pas du tout, du tout, ni engagée ni à l'ordre du jour.

Gérald Hanotiaux

POUR UN PRINTEMPS EUROPÉEN

La rigueur étonnante de cet hiver, apparemment due au niveau historiquement bas des glaces dans l'océan Arctique qui aurait perturbé les courants et les vents, rappelle l'existence des perturbations climatiques en cours. Le marché des émissions de CO2 européen, la mesure-phare de l'UE pour lutter contre les changements climatiques, n'a jamais fonctionné : aucune réduction d'émissions ne peut lui être imputable après quasi 7 ans d'existence. Il a en revanche permis aux industriels de gagner du temps et de l'argent ; c'est pourquoi près d'une centaine d'ONG ont récemment appelé à son démantèlement et son remplacement par des politiques plus efficaces¹.

Urgence écologique, urgence politique : le printemps qui s'annonce laisse présager de multiples secousses. Les derniers développements de la crise de l'eurozone attestent tous d'un renforcement rapide des pouvoirs de contrôle de l'UE sur les politiques nationales. Les accords imposés à la Grèce, au Portugal, à l'Irlande et de façon spectaculaire ces dernières semaines à Chypre ont chaque fois vu l'un des membres de cette zone monétaire devoir abdiquer (au moins temporairement) sa souveraineté pour préserver l'ensemble. L'eurozone est à bien des égards aujourd'hui une fédération de fait, mais, et cela devient chaque jour plus visible, une fédération gravement lacunaire et certainement pas une démocratie. Pas ou pas encore ? Quoi qu'il en soit, les quelques gouvernements sociaux-démocrates de la zone protestent formellement contre l'austérité mais, tétanisés par la menace de la fuite des capitaux et politiquement faibles, ils ne bougent guère ; l'Allemagne se retrouve dans une position dominante qui vient ressusciter de mauvais souvenirs ; et la relative paralysie politique de l'ensemble place ces institutions technocratiques non responsables que sont le FMI, la Banque Centrale Européenne et la Commission Européenne en position de force.

L'adoption par le Parlement Européen (à une très large majorité) le 12 mars dernier du «2-Pack», deux nouveaux règlements destinés à renforcer les instruments de coordination des politiques économiques nationales, devrait permettre à



la Commission Européenne de renforcer à la fois son pouvoir lors des négociations des programmes d'«aide» financière aux États endettés et son droit de regard sur l'élaboration des budgets nationaux, notamment par l'imposition d'amendes en cas de non-respect des objectifs fixés mais, et c'est nouveau, en lui donnant aussi des moyens supplémentaires pour imposer à cet État la façon dont il doit parvenir aux objectifs qu'elle lui impose². Le Conseil de l'UE, c'est-à-dire les États, veulent donner leur aval final au projet le 12 mai prochain à Bruxelles. Celui-ci donnerait par exemple aux injonctions de la

« Les accords imposés à la Grèce, au Portugal, à l'Irlande et de façon spectaculaire ces dernières semaines à Chypre, ont chaque fois vu l'un des membres de cette zone monétaire devoir abdiquer (au moins temporairement) sa souveraineté pour préserver l'ensemble »

Commission à la Belgique de mettre en œuvre des «mesures structurelles», comme mettre fin à l'indexation des salaires, un écho tout à fait différent d'il y a quelques années, où de telles menaces étaient sérieuses mais pas encore graves.

La Commission reproche en effet au pays de ne pas avoir appliqué intégralement ses recommandations de l'année dernière. Mais le caractère politique de ces reproches est frappant si on les compare au traitement qu'elle réserve aux Pays-Bas : ces derniers sont dans une situation économique un peu plus mauvaise que la Belgique depuis qu'ils ont, eux, adopté les recommandations de la Commission mais, précisément pour cette raison, ils trouvent grâce à ses yeux. Cela pose la question des vraies priorités de cette dernière : résorption des déficits ou destruction de l'État-providence au nom d'une vision du monde néo-libérale. Ces évolutions viennent souligner de plus en plus brutalement l'impossibilité pour les électeurs de changer les politiques qui sont menées. Elles font, en revanche, tout à fait les affaires des lobbyistes des grandes entreprises.

Ces derniers ont en effet, contrairement aux électeurs, un grand pouvoir d'influence sur la Commission. Les groupes d'experts qui la conseillent restent, pour bien des domaines-clés, dominés par les experts du big business. Les aller-et-retour entre la Commission et les lobbies du privé sont permanents, au point que le médiateur européen, à la suite d'une plainte de Corporate Europe Observatory, a estimé que le problème était suffisamment «systémique» pour justifier le lancement d'une enquête autonome par ses services.

Des documents internes d'un important lobby pour la promotion du libre-échange dans le domaine des services (services financiers, tourisme etc.), le European Services Forum³, reçus et publiés par CEO⁴, montrent l'accès privilégié de ce dernier à la Direction Générale du Commerce, la section de la Commission qui a le monopole de la négociation de ces échanges au nom de toute l'UE : cette dernière partage avec eux des documents confidentiels sur l'avancement des négociations. Les négociations pour un accord de libre-échange entre l'UE et les USA, dans ce contexte, augurent du pire : le «mandat» confidentiel donné par les États à la Commission, publié récemment par un journal américain⁵, demande par exemple une «protection» maximale des investisseurs, ce qui leur donnerait le droit de poursuivre des États en justice toutes les fois qu'une nouvelle législation nuirait à leurs intérêts économiques.

Dans la mesure où l'évaluation des OGM fait partie des sujets sur la table, entre autres perspectives d'«harmonisation» des normes agricoles avec les USA, cela rend la campagne contre toute nouvelle autorisation de culture de plantes génétiquement modifiées très importante : il pourrait ne plus être possible financièrement de revenir en arrière si l'une d'entre elles était autorisée. Plus d'une vingtaine sont aujourd'hui en attente d'autorisation dans les cartons de la Commission, la plupart tolérants au Roundup, l'herbicide total fabriqué par Monsanto dont on ne présente plus les bienfaits.

Que faire devant cette avalanche de bonnes nouvelles. Pour recouvrer les marges de manœuvre politiques qui manquent si cruellement. Quelques éléments pour une réponse : le 4 avril dernier, une enquête collaborative sur les paradis fiscaux menée par un consortium de journalistes d'investigation américains a permis la découverte de dizaines de milliers de sociétés-écrans permettant aux individus fortunés ainsi qu'aux entreprises multinationales d'échapper à l'impôt. Un premier pas vers le rétablissement de la puissance publique.

Les 13 et 14 mars dernier ont eu lieu en Europe puis à Bruxelles des journées d'action contre l'austérité et pour la démocratie. Outre diverses manifestations, un bâtiment de la Direction Générale Économique et Financière (ECFIN) près du Parc du Cinquantenaire a été occupé pacifiquement par une centaine d'activistes, qui y ont organisé une assemblée populaire où divers représentants de pays atteints par la folie austéritaire (Grèce, Portugal, Espagne etc) ont pu témoigner des conséquences des politiques qui leur ont été imposées au sein même d'une administration qui les avait conçues. Leur mot d'ordre «Pour un printemps européen».

Martin Pigeon

pour l'équipe de Corporate Europe Observatory (CEO)

(1) <http://scrap-the-euets.makenoise.org>

(2) The Dangers of the 2-Pack, CEO, 11 mars 2013

(3) Dont le directeur est un des principaux protagonistes du film «The Brussels Business».

(4) New research shows the European Services Forum's privileged access to the EU Commission, CEO, 15 février 2013

(5) EU-US Draft Mandate for the TTIP, Seattle to Brussels network, <http://www.s2bnetwork.org/>

APRÈS MOI LE DÉLUGE

Avant de se retirer “prématurément” de la présidence de la Région bruxelloise (en pleine législature, mais après 20 ans de pouvoir tout de même), Charles Picqué a pris une dernière grande décision : offrir les rives du canal à la promotion immobilière...

Au départ, on vous propose d'écrire une chro-



Illustration: Anonyme

nique dans une gazette et vous vous dites : pas de problème. Les sujets intéressants, mal traités ou occultés par les médias ne manquent pas ! Vous intitulez votre chronique de manière à indiquer que la résignation n'y aura pas cours. Vous êtes décidé à n'y évoquer que des sujets mobilisateurs susceptibles de provoquer une envie d'agir plutôt qu'un sentiment d'impuissance. Pourtant, quelques numéros plus tard, vous vous rendez compte qu'elle s'est transformée en catalogue de mauvaises nouvelles. Que s'est-il passé ?

Vous êtes le reflet de votre époque. L'esprit submergé de sujets révoltants, l'énergie et la colère constamment sollicitées par les manifestations d'un système qui court malheureusement à notre perte plutôt qu'à la sienne, vous ne savez plus à quelle cause vous consacrer. Vous vous êtes ainsi transformé peu à peu en perpétuel indigné. À l'image de la plupart des mouvements sociaux qui ont inventé des slogans censés souligner leur approche propositionnelle, mais qui se retrouvent le plus souvent dans une position défensive, contestataire, cherchant à faire barrage aux offensives de l'économie financiarisée et à préserver ce qu'ils pensaient être des acquis sociaux.

La précipitation et la complexité actuelles sont telles que la moindre revendication de justice sociale paraît relever de l'utopie. Vous ne vous étonnez donc plus de rencontrer des militants déboussolés (anarchistes défendant le rôle de l'État contre le pouvoir de la finance, décroissants soutenant des industries contre la voracité du patronat,...), ni de vous voir disqualifié sans nuances dès lors que vous critiquez une décision politique pourtant “moderne”, “créative” ou “innovante”. Bref, vous êtes un idéaliste ringard, un conservateur poussiéreux. Parfois, vous vous demandez même si la situation peut s'améliorer avec l'arrivée de nouvelles générations qui n'ont jamais connu de contexte plus favorable.

Évidemment, vous pourriez choisir la résignation, le désabusement, l'oubli. Opter pour la “consommation responsable” et l'action individuelle dans vos choix quotidiens. “Ouvrir les yeux”, comme

on vous y encourage, et accepter enfin le “réalisme”. Ou encore vous décider à changer le système de l'intérieur, quitte à prendre le risque que ce soit l'inverse qui se produise... Mais vous connaissez trop d'exemples de militants engagés dans des partis politiques et qui, une fois au pouvoir, ont rangé leurs principes pour mieux avaler des couleuvres géantes et vous expliquer ensuite à quel point ce serait pire sans eux. Finalement, vous vous dites qu'au fond, il n'est pas si mal ce rôle de porteur de mauvaises nouvelles (voire de lanceur d'alertes comme on dit aujourd'hui, ça sonne mieux)...

Et puisque vous pensez encore que les enjeux locaux offrent aux habitants des prises tangibles (et d'autant plus si les pouvoirs publics ont encore un mot à y dire), vous choisissez comme toujours un sujet local et terriblement sexy, susceptible d'intéresser les masses populaires à lire votre rubrique.

LA MAUVAISE NOUVELLE DU MOIS : LE PRAS-D

De quoi s'agit-il ? Comme son nom l'indique, le “Plan régional d'affectation du sol” découpe le territoire bruxellois en zones pour fixer les fonctions qui peuvent s'y développer. Transformer une terre agricole en terre à bâtir ? Un quartier d'habitat en zone de bureaux ? Une activité productive en centre commercial ? Si le PRAS le veut, les promoteurs le peuvent (et l'histoire a parfois montré que l'inverse pouvait aussi être vrai).

Heureusement, la Région bruxelloise est actuellement gouvernée par une équipe “progressiste” qui, bien qu'éprouvant quelques difficultés à trouver une cohérence entre ses différentes composantes, agit avant tout pour le bien commun. La fière équipe, pilotée jusqu'ici par le socialiste tendance social-démocrate Charles Picqué, vient donc d'adopter un nouveau PRAS-D... avec D comme “démographique”, car voilà le défi actuel de Bruxelles : faire face à l'essor démographique.

L'urgence est telle, que l'adoption du PRAS-D n'a pas pu attendre l'élaboration du nouveau PRD-D (le “Plan régional de développement”, affublé d'un second D pour “durable”), un plan qui lui est pourtant hiérarchiquement supérieur car il détermine les grandes orientations politiques pour l'avenir de Bruxelles. En toute logique, un PRAS ne pourrait être élaboré hors du cadre d'un PRD existant préalablement. Mais la logique s'accommode mal des urgences démographiques... Cette fois, le PRAS-D a été entériné alors que le PRD-D n'en est même pas au stade de l'enquête publique.

Ce tour de passe-passe réglementaire a bien sûr des vertus. Il permet d'abord de transformer sans plus attendre une série de zones industrielles situées le long du canal de Bruxelles en zones de logement ou de “mixité”. Et cela tombe bien : ces dernières années, des investisseurs privés ont commencé à s'approprier ces zones. Le PRAS-D récompense ainsi leur ardeur spéculative et leur permet de générer de grasses plus-values foncières et immobilières dont les autorités publiques se contenteront d'aspirer les miettes. Pour la petite histoire, le PRAS-D ouvre par ailleurs la voie au projet public-privé

“Neo” et à son méga-centre commercial et de congrès (indispensable à “l'internationalisation” de Bruxelles, bien entendu). Le boom démographique a bon dos...

UN BEAU CADEAU D'ADIEU

“Nous ne chassons pas une activité pour une autre, mais permettons, dans ces espaces d'industries urbaines, de faire du logement”, réplique Charles Picqué aux nombreuses critiques émises pendant l'enquête publique du PRAS-D et qu'il a choisi de ne pas suivre.

Son gouvernement ignore-t-il que logement et industrie sont des fonctions difficilement compatibles ? Qu'il ne faudra pas longtemps avant que la cohabitation entre habitants et activités productives, entre bateaux de plaisance et péniches, pose problème ?

Le canal qui relie Anvers et Charleroi permet à Bruxelles de disposer d'un véritable Port, une fonction essentielle dans une perspective écologique, énergétique, sociale et économique à long terme. Vouloir le transformer en “fleuve”, installer des marinas dans ses bassins et construire du logement sur ses rives, privera durablement le Port d'accès stratégiques à la voie d'eau.

Pourtant, la gentrification résidentielle des abords du canal n'est pas une fatalité, pas plus que l'incurie à résoudre cette crise du logement qui n'a pas attendu les études démographiques pour être aiguë... Tout ça est affaire de choix politiques. D'autres solutions, connues de longue date, sont à disposition des pouvoirs publics s'ils le souhaitent : construction des nouveaux logements publics promis depuis des années, réquisition des maisons vides, transformation des bureaux vides, imposition d'un pourcentage de logements sociaux aux communes, etc. S'il avait voulu frapper un grand coup, le gouvernement bruxellois aurait même pu revoir la planification de certains sites ayant un très grand potentiel de nouveaux logements, mais dans lesquels il a préféré tailler la part du lion aux fonctions tertiaires “internationales”.

À l'heure de quitter ses fonctions, Charles Picqué entend donc s'auréoler de gloire en léguant aux générations futures un PRAS-D censé permettre de loger “20 000 habitants supplémentaires”. Il omet de préciser que ces logements seront vendus ou loués sur le marché privé... c'est-à-dire impayables par une grande partie des futurs nouveaux Bruxellois (les prévisions démographiques ne s'annoncent pas particulièrement galopantes dans les quartiers bourgeois, et les perspectives économiques pas folichonnes pour les plus pauvres ni pour les classes moyennes!).

Quant aux près de 40 000 personnes inscrites sur les listes d'attente du logement social (parfois de longue date)... elles peuvent encore attendre leur tour, ou aller voir ailleurs si les loyers sont moins chers.

Les générations futures s'en souviendront.

Gwenaël Breës

QUELQUES RÉFLEXIONS AUTOUR DE LA POSITION DÉCROISSANTE

Dans une société où la croissance est perçue comme la solution à tous nos maux et son absence vécue comme une défaillance toujours provisoire du système, où croître s'assimile à « continuer », ceux qui se refusent de ce modèle ne pouvaient qu'être perçus comme des hérétiques. Le mythe de la croissance, outre que de nécessiter une société organisée en classes avec l'illusion conjointe d'une porosité de leurs frontières – le mythe du self made man et du « qui veut peut » –, un ensemble de consommateurs passifs et une division du monde en zones inégales jouant des fonctions différentes dans le processus de production/consommation, ne survit que grâce à la participation active du plus grand nombre. S'inscrire en opposition à ce système, qui prend totalement, c'est donc inévitablement intégrer une position minoritaire.

Mais ce statut minoritaire peut ou non s'accompagner du sentiment identitaire et de l'appartenance collective associée : on peut cultiver son potager, rejeter toutes formes de consumérisme, agir dans la simplicité volontaire, pourfendre le mythe de la croissance... sans pour autant se dire « décroissant ». Sans remettre en question la pertinence des postulats fondamentaux de la décroissance, on peut toutefois questionner les motivations subjectives profondes qui président au choix de se dire « décroissant ». Il est certain que la position critique par rapport au monde dans lequel nous vivons peut pousser à s'unir avec d'autres qui pensent aussi que « quelque chose ne va pas » et nous rassurer en nous démontrant que toute pensée n'est pas morte. Mais agir « contre » n'est pas toujours anodin et rencontre parfois d'autres motivations que cette première réaction « grégaire ».

L'Autre participe à la définition que l'on a de soi : de la même façon que la croissance est consubstantielle à la décroissance, le décroissant n'existe pas, dans cette dimension de comparaison, sans le « croissant » - ou « non-décroissant » ; la catégorisation sociale est certes inclusive d'une part – elle homogénéise les membres de son propre groupe dans une identité collective propre – mais est, d'autre part, toujours exclusive – les membres de l'autre groupe sont « homogénéisés dans une radicale hétérogénéité¹ ». « La seule preuve de "réalité" qui soit importante à l'égard des caractéristiques de groupe est une preuve de "réalité sociale". Les caractéristiques de son propre groupe (son statut, sa richesse ou sa pauvreté, sa couleur de peau, sa capacité à atteindre ses buts) n'acquièrent de signification qu'en liaison avec les différences perçues avec les autres groupes et avec leurs différences évaluatives (...) la définition d'un groupe (national, racial, ou tout autre) n'a de sens que par rapport aux autres groupes². Se dire décroissant, c'est donc d'emblée « s'inscrire contre », entrer qu'on le veuille ou non en opposition.

La décroissance n'ayant de sens que dans la croissance, elle doit demeurer un moyen et non un objectif, sans quoi elle ne sera vouée qu'à devenir, comme toutes ces institutions mortifères du capitalisme, des systèmes qui ne se battent,

très paradoxalement ici, que pour leur propre pérennité. La différence pour l'individu est majeure : là où le groupe est un objectif passager, il peut se muer en outil de distinction sociale ; là où, pour certains, l'opposition est une conséquence nécessaire et inévitable, elle devient pour d'autres une fin, un but en soi ; l'Autre sera toujours dans ce dernier cas celui qui nous oppose, nous définit et nous distingue : sans cette majorité, nous ne serions plus une minorité.

Car il y a parfois sous cette critique décroissante comme une volonté d'être et demeurer... décroissant. Dans ce cas, bien souvent, on en vient à réaliser cet amalgame, à l'instar de la société que l'on critique, faisant du sujet conforme le seul responsable de ses « torts » ; celui qui critique en oublie que le sujet objet de sa critique est aussi le



produit d'un système qui a agi dès la naissance pour justement annihiler les capacités autonomes de pensée. Que fait-on, devant un enfant qui avant l'âge de sept ans aura passé l'équivalent d'une année entière devant un écran ? Mais que fait-on surtout lorsque nous l'aurons devant nous une fois devenu adulte³ ?

Cette tendance à rechercher chez l'autre uniquement les causes subjectives qui président aux choix individuels sans percevoir toute l'importance que le monde objectif a dans ces choix, cela va souvent de pair avec l'auto-institution de celui qui critique comme « être à part ». Observateur objectif, comme « extérieur » à cette société, il se voit comme protégé des influences de celle-ci, alors qu'il perçoit le sujet qu'il critique comme seul responsable de sa position. On pense à ce que disait Orwell : « Tout le monde reconnaît, bien sûr, comme un fait indéniable l'existence du préjugé de classe, mais en même temps chaque individu, pris isolément, estime quant à lui en être exempté par on ne sait quel inexplicable miracle (...) ce n'est pas seulement le socialiste croyant et pratiquant, mais tout « intellectuel » qui croit dur comme fer que lui, en tous cas, est au-dessus de tout ça, que lui, à la différence de son voisin, a l'esprit assez mûr pour ne pas se laisser prendre à ces miroirs aux alouettes qui ont un nom : rang, titre, richesse, etc.⁴ »

Certes, le conformisme ambiant a quelque chose de révoltant et, devant un adulte pensant, il n'est pas toujours facile de comprendre toutes ces manifestations indigestes de la pen-

sée qui donnent, parfois, envie d'arrêter tout combat. Certes, la médiocrité suscite parfois quelques velléités de contradiction virulente et les sophismes récurrents des envies de musellement. Mais que connaissons-nous de ce qui a déterminé le sujet à penser tel qu'il pense, et de ce qui, actuellement, lui impose de continuer à penser ainsi pour que ne soient pas questionnés ces choix et son mode de vie ? Il est toujours plus facile de se penser comme non déterminé, sous aucune influence autre que celle de son libre arbitre, que de chercher à lever le voile sur ce que nous sommes. « Le refus de reconnaître une réalité traumatisante étant à la mesure des intérêts défendus, on comprend la violence extrême des réactions de résistance que suscitent, chez les détenteurs de capital culturel, les analyses qui portent au jour les conditions de production et de reproduction déniées de la culture : à des gens dressés à se penser sous les espèces de l'unique et de l'inné, elles ne font découvrir que le commun et l'acquis. En ce cas, la connaissance de soi est bien, comme le voulait Kant, 'une descente aux enfers'⁵ ».

Il y a sans doute parfois peu entre ce goût pour la position minoritaire et le désir de pouvoir. Cette question, nous devrions toujours nous la poser : désirons-nous vraiment voir disparaître cette forme de société qui dans un même temps nous confère une dimension distinctive ? « Tout individu qui s'interroge vraiment sur lui-même, doit bien s'avouer qu'il n'est qu'un imposteur. Nous daubons tous allègrement sur les particularismes de classe, mais bien peu nombreux sont ceux qui souhaitent vraiment les abolir. On en arrive ainsi à constater ce fait important que toute opinion révolutionnaire tire une partie de sa force de la secrète conviction que rien ne saurait être changé⁶ ». Et ce qui est valable pour les particularismes de classe et la volonté réelle de les voir disparaître peut s'appliquer à toute lutte qui porte explicitement en elle une proposition de changement.

Les « décroissants », outre qu'ils soient nécessairement dans l'opposition à un système n'en ont pas moins pour objectif de rallier le plus d'individus à leur cause. Ne devraient-ils pas dès lors se définir par ce qu'ils font, essayent de faire, imparfaitement mais sûrement, plutôt que par ce qu'ils sont en regard de ce qu'ils ne sont pas – donc en regard de l'Autre ?

A.P.

(1) Albert Memmi, « Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur ». Éditions Gallimard, 1985, p.145. Il est évident que les propos de Memmi portent sur une situation particulière qu'est celle de l'exploitation coloniale, mais les mécanismes de la catégorisation empruntent peu ou prou toujours les mêmes voix.

(2) Henry Tajfel, « La catégorisation sociale », dans Moscovici, S. (sous la direction de), Introduction à la psychologie sociale, Vol. 1, Paris, Librairie Larousse, 1972, p.295.

(3) « Regarder un écran : une activité à risque », L'Écologiste, octobre-décembre 2012

(4) George Orwell, « Le Quai de Wigan », Éditions Ivrea, Paris, 1937/1995, p.176

(5) Pierre Bourdieu, « Leçon sur la leçon », Les Éditions de Minuit, 1982, p.30.

(6) George Orwell, Ibid, p.177

TIC(E) : LE PASSAGE EN FORCE

*Liberté,
j'écris ton nom*
Paul Eluard



Commençons cet article par un cliché *vrai*. En matière de « progrès », les États-Unis continuent à donner le ton : une quarantaine d'états ont décidé de rendre optionnel l'enseignement de l'écriture manuelle à l'école primaire ; à la place, la maîtrise du clavier d'ordinateur sera privilégiée¹. Chez nous, la ministre M.-D. Simonet a l'intention de maintenir à égalité les deux types d'écriture. Jusqu'à la prochaine législature ? Une polémique scolaire est peut-être en vue, compte tenu de l'empressement de certains acteurs institutionnels et privés à numériser l'École au pas de charge. Portés par l'éthique de la responsabilité, d'aucuns réclament la nécessaire adaptation de l'enseignement aux changements technologiques². Des dialecticiens bien intentionnés y voient une ruse pour « doubler » les entreprises de soutien scolaire : à partir du moment où l'École sera numérisée, elle ne craindra plus la concurrence de celles-ci qui ne pourront plus se targuer d'offrir des outils plus performants – interactifs – que les tableaux noirs « mono-passifs ». Ainsi, un élève en maladie pourra suivre les cours à distance sur la plate-forme Internet de son école, celle-ci assurant la « continuité du lien pédagogique », les possibilités de réusite scolaire et l'égalité³. Pas besoin d'être paranoïaque pour deviner la suite. Pourquoi s'arrêter aux élèves malades ? Un jour, tous suivront les cours à distance, sans plus connaître l'impact émotionnel d'un cours en direct. En transférant les contenus sur des outils nomades, le pouvoir dématérialisera l'école en tant que lieu de rassemblement⁴, rendra progressivement obsolètes les enseignants et leur formation, jusqu'à liquider leur statut *in fine*. Rien de nouveau sous le soleil du néolibéralisme, et maintenant du capitalisme cognitif⁵.

Le débat sur les technologies de l'information et de la communication à l'école (TICE) se déroule entre fanaTIC – profs geek devant les désirs de la direction – et sceptTIC, progressistes y voyant une « évolution naturelle » trop massive pour être freinée, mais restant prudents quant à leurs modalités d'application⁶. Tous se coulent dans l'esprit du temps, contrairement aux quelques hérÉTIC qui doutent du *bien-fondé même* des TICE. Je suis de ceux qui clament que le développement technique n'est pas « neutre » ; il porte en soi des valeurs et des projets de société éventuellement non désirables. « *Chaque nouveauté technique est beaucoup plus qu'un moyen ; elle est une puissance culturelle [...]. Les technologies modèlent les sentiments et façonnent les conceptions du monde. Les traces*

spirituelles qu'elles laissent sont probablement plus profondes que les traces matérielles. »⁷ Il ne suffit donc pas que l'arsenal technologique tombe dans des mains « raisonnables » et « responsables » pour que, du coup, tout aille mieux. Cela irait juste un peu moins mal un peu moins vite. Mais la foi dans le Progrès a la peau dure ! Philosophiquement, c'est toute la question de l'*hubris* et de l'arrondissement de la société et de la nature par la technoscience. Une métamorphose culturelle serait nécessaire, mais la « néo-domestication » de l'homme par les technologies et l'économie y est un frein puissant⁸. Comme le disait Jean-Jacques Rousseau, la question de la technique n'a absolument rien de technique. Les usages sociaux de la science et des techniques, c'est une question que les citoyens ont le pouvoir et le droit de s'approprier. Deux ouvrages récents nous aident à y voir plus clair.

Dans *L'emprise numérique*⁹, Cédric Biagini décrit le monde-machine que nous prépare la technocratie, en s'appuyant sur notre passivité ou sur notre sidération enthousiaste (e-book, Facebook, nouvelles utopies technologiques, mythe de l'e-revolution, etc.). Il montre en quoi les TIC remettent au goût du jour les théories libertariennes, comment le capitalisme, en se mettant au numérique, va encore monter en puissance, et enfin pourquoi les machines vont prendre le pas sur l'être humain, pulvérisant tout espoir de démocratie et effaçant des siècles d'humanisme pour aboutir au cyborg, l'« *homme augmenté* » par la convergence des nanotechnologies, des biotechnologies, des sciences de l'information et de la cognition, de la biologie de synthèse (NBICS). Un chapitre est consacré à l'invasion

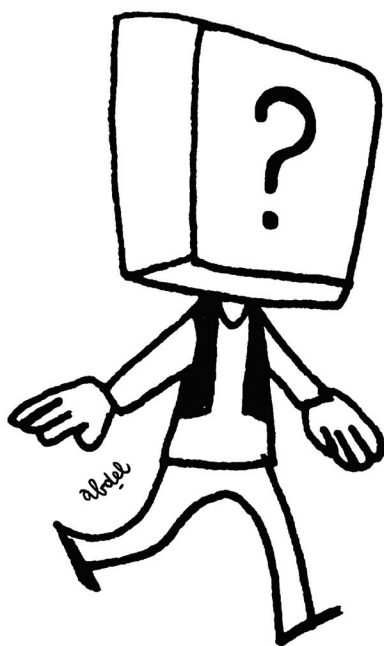
« La question de la technique n'a absolument rien de technique. Les usages sociaux de la science et des techniques, c'est une question que les citoyens ont le pouvoir et le droit de s'approprier »

des TICE : tablettes tactiles, tableaux blancs interactifs, manuels numériques et espaces numériques de travail, TICE dans lesquelles élèves et enseignants seront embrigadés, car « *l'absence de maîtrise des ordinateurs et des diverses prothèses techniques revient [donc] à se marginaliser, à s'exclure du système de production et, surtout, chose bien plus déterminante, de celui de la consommation et de l'ersatz de vie sociale qui prévaut aujourd'hui* » (p. 140). Exposés dans la novlangue du rapport Fourgous¹⁰ en France, ces choix technocratiques ne relèvent pas de la discussion politique mais sont imposés au nom de la concurrence économique mondiale, dans laquelle l'économie de la connaissance et l'économie immatérielle¹¹ sont censées jouer un rôle prépondérant depuis le lancement de la stratégie de Lisbonne en 2000. Cet utilitarisme étroit de l'École met à mal son rôle de socialisation et de transmission des savoirs au profit de ce qui devient la compétence¹² la plus valorisée : la capacité d'adaptation aux incessantes mutations

technologiques et économiques. Traditionnellement considérée comme un outil d'émancipation des peuples, l'éducation est aujourd'hui vue comme une technique parmi d'autres d'adaptation au néo-management qui attend les futurs salariés¹³.

« L'École est de moins en moins considérée comme étant à l'origine de la connaissance, au fur et à mesure de l'inflation des informations disponibles en dehors d'elle »

Les TICE s'inscrivent aussi dans la marchandisation de l'enseignement. Exemples. En février 2013, Apple Education Belgium a offert une formation « *pour permettre aux enseignants de s'approprier les nouvelles technologies et de les utiliser en classe* », une façon pour cette entreprise de capter l'énorme marché de l'éducation en appâtant les professeurs. Le projet École numérique prévoit « *la formation des enseignants à l'utilisation de l'ipad, en passant par l'appropriation du langage publicitaire pour exprimer sa vision du monde en images et en ligne* »¹⁴ [c'est moi qui souligne]. Du côté des enseignants, on assistera à leur prolétarianisme, c'est-à-dire l'affaiblissement de leur autonomie et la disparition de leurs savoir-faire, jusqu'à leur rétrogradation en « *animateurs numériques* » (pp. 150-154) ou en « *personnes-ressources en e-learning* »¹⁵, dont l'autorité finira par s'évanouir définitivement, conséquence de l'horizontalité de la société en réseau¹⁶. Du côté des élèves, la situation n'est guère plus enviable : « *En conditionnant les individus dès leur plus jeune âge, y compris dans le cadre scolaire, à l'usage des nouvelles technologies, on les prépare à être de parfait(e)s-consommateurs, au sens d'acheteurs bien sûr, mais aussi d'usagers frénétiques des objets high tech. Le remplacement progressif des manuels et des livres en papier par des versions numériques ne laissera plus aux élèves la possibilité de connaître d'autres univers que ceux produits par les marchands de bits* » (p. 149). Nous assistons à une inquiétante évolution cognitive : les adolescents pratiquent le *zapping* et le *jumping*¹⁷ ; ils sont constamment à l'affût de sollicitations visuelles et d'événements, qui empêchent leur concentration ; ils vivent exclusivement dans le moment présent, dans l'urgence ; ils ont des difficultés à rentrer en eux-mêmes. Ces phénomènes annoncent que l'intériorité, qui rend(ait) possible l'individuation et la socialisation, devient une dimension difficilement accessible et/ou délaissée chez les jeunes. Les TIC sont un puissant accélérateur de destruction de l'attention¹⁸. Les jeunes considérant le monde sous l'angle du ludique, les entreprises ont mis au point des « *serious games* » qui intègrent un scénario pédagogique dans un jeu vidéo, parfait exemple d'« *edutainment* », fusion de l'enseignement avec les industries de loisirs. Au fur et à mesure que le simplisme des procédures 2.0 se répandra à l'école, quelle place restera-t-il pour l'aspect orphique de l'existence, à savoir l'imagination, la poésie,



le langage, l'argumentation discursive, la sensibilité esthétique, l'émotion, l'autonomie morale, tout ce qui fait notre belle subjectivité, notre troublante singularité, notre insondable humanité ?

Dans son dernier essai¹⁹, le linguiste Raffaele Simone décrit ces bouleversements récents dans les processus de cognition, en constatant que «[...] nous nous trouvons au milieu d'une tempête culturelle sans égal, dont personne n'est en mesure de prévoir le résultat» (p. 29). Les «natifs numériques» que sont les jeunes nés après 1990 ont grandi immergés dans la médiasphère (télévision, ordinateur, web), devenue une redoutable concurrente de l'enseignement qui «a changé notre esprit, notre intelligence et leurs opérations» (p. 31). À l'écoute linéaire, en faveur avant l'imprimerie, et à la vision alphabétique, dominante depuis l'imprimerie, se substitue depuis une vingtaine d'années la vision *non alphabétique*. Nous sommes passés d'une intelligence séquentielle – celle de la lecture – à une intelligence multisensorielle – celle de la médiasphère. L'*homo videns* jouisseur est en train de dépasser l'*homo legens* ascétique. Simone parle aussi de «déréalisation» du monde par le numérique, i.e. la dissolution de l'objet réel (pp. 218-228). Signe des temps, les enseignants ont pu remarquer que les élèves, en visite scolaire dans les musées, préfèrent «découvrir» leur contenu sur des écrans plutôt que de regarder les objets réels exposés dans les vitrines. L'École est de moins en moins considérée comme étant à l'origine de la connaissance, au fur et à mesure de l'inflation des informations disponibles en dehors d'elle. Trois options s'offrent alors à nous ses acteurs: soit, en bons cyniques nous nous apprêtons à fermer la boutique et à nous recycler en envoyant notre C.V. à Google; soit nous mettons l'École au diapason de la médiasphère – et cela semble être le choix fait par des pouvoirs publics sous influence de l'idéologie à la mode

et/ou des groupes de pression; soit nous assumons le fait que l'éducation «entre les murs» recèle sa part de peine, de patience, de répétition et même d'ennui, est lente sur les plans cognitif et méthodologique, mais que les savoirs qu'elle dispense le sont sous une forme structurée et systématique, rattachée à l'historicité, alors que ceux de la médiasphère sont éclatés, disjoints et anhistoriques. Enfin, soyons un peu utopiques: l'École devrait devenir un conservatoire d'idées philosophiques et de savoirs pratiques qui nous seront un jour très utiles, lorsque la civilisation industrielle s'effondrera pour de bon²⁰. Pendant ces dures journées-là, la réalité fera son retour fracassant et balayera les chimères virtuelles qui avaient assuré l'anthropofacture des générations récentes, lesquelles, subitement sevrées de leurs prothèses numériques, se retrouveront totalement démunies...

APPEL AU SOULÈVEMENT DES CONSCIENCES CONTRE LES MACHINES

Il est temps que l'École réinscrive son action dans une éthique humaniste, plutôt qu'une éthique utilitariste dans laquelle elle s'est enlisée depuis une trentaine d'années, quand la Table ronde des industriels européens (ERT) a commencé à se mêler de l'enseignement²¹. Il est temps qu'elle se repolitise face à une politique éprise d'objectifs gestionnaires et de rationalité instrumentale qui (con)forme des normopathes²² à la chaîne. Il est temps qu'au lieu de servilement s'adapter, elle apprenne à anticiper, qu'elle refuse de s'incliner devant la technologie laissée à elle-même qui ne connaît aucun principe d'autolimitation. Les TIC ont des effets à la fois uniformisants et inégalitaires, en plus d'inscrire les agents dans l'hétéronomie²³. Celles auxquelles les élites économiques veulent formater la masse apprenante de l'École publique revient à «donner à des inférieurs juste le degré de savoir que réclame une consciencieuse obéissance», selon l'analyse de Proudhon, toujours d'actualité. Faute de réaction, la société glissera dans une forme de totalitarisme mou technologique, et l'École n'aura rien fait pour l'empêcher. Au contraire, elle y aura apporté son concours en entérinant «le décalage entre la formidable mécanique d'invention scientifique-technique-industrielle qui ne cesse d'imposer des mutations toujours plus rapides à ces sociétés, et l'absence relative d'invention sociale,

les citoyens se bornant à subir les mutations qui leur sont imposées.»²⁴

Bernard Legros

(1) Le Soir, 13 mars 2013.

(2) En Fédération Wallonie-Bruxelles, on trouve le projet Ecole numérique, le Plan individuel d'apprentissage passant aussi par le numérique, le Passeport pour les TIC avec le plan Cyberécole, le Plan multimédia (trente millions d'euros d'investissement), jusqu'aux «dispositifs pédagogiques multimédia interactifs mobiles»!

(3) Pour peu que la famille dispose d'un ordinateur domestique, ce qui est le cas de 77% des foyers belges. Que fait-on alors des 23% restants ?

(4) Certes, les héritiers de Michel Foucault verraient dans la disparition de cette «institution disciplinaire» un signe positif...

(5) Cf. Yann Moulier Boutang, Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation, éd. Amsterdam, 2007. Ambigu, cet ouvrage ne décrit pas seulement le phénomène, mais en fait une subtile apologie.

(6) Appartiennent à cette catégorie Denis Kambouchner, Bernard Stiegler et Philippe Meirieu, auteurs de L'école, le numérique et la société qui vient, éd. Mille et une nuits, 2012.

(7) Wolfgang Sachs & Gustavo Esteva, Des ruines du développement, éd. Ecosociété, 1996, p. 35.

(8) Cf. Bertrand Méheust in La décroissance, n° 97, mars 2013, pp. 8 & 9.

(9) Cédric Biagini, L'emprise numérique. Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies, éd. L'Échappée, 2012.

(10) Cf. www.missionfourgous-tice.fr/

(11) «Économie immatérielle» est un oxymore : l'empreinte écologique des objets technologiques est énorme (en terres rares, coltan, lithium, eau, recyclage, etc.) et donc non durable. Ajoutez-y l'obsolescence programmée, et le tableau est complet.

(12) Lire sur skolo.org, Nico Hirtt, «L'approche par compétences : une mystification pédagogique».

(13) Cf. Philippe Nassif, «Le procès de Kafka» dans Philosophie Magazine, n° 68, avril 2013, pp. 58-61.

(14) Prof n° 13, mars 2012, p. 26.

(15) Prof n° 15, septembre 2012, p. 24.

(16) Dans un premier temps, on peut imaginer que les «animateurs numériques» parviendront à refonder une certaine autorité sur base de leurs compétences techniques, mais ils seront vite dépassés par les plus geek de leurs élèves, à moins de se lancer dans une course sans fin vers le «plus numérique que moi, tu meurs». Rappelons qu'une autorité digne de ce nom se fonde sur la différence générationnelle et sur l'expérience de la vie, pas sur des compétences techniques.

(17) Biais cognitif consistant à partir d'une prémisse en «sautant» directement à la conclusion, la démonstration passant à la trappe.

(18) L'attention désigne à la fois la capacité à se concentrer sur une tâche, un propos, et la capacité à être prévenant à l'égard des autres.

(19) Raffaele Simone, Pris dans la toile. L'esprit au temps du web, éd. Gallimard/Le Débat, 2012.

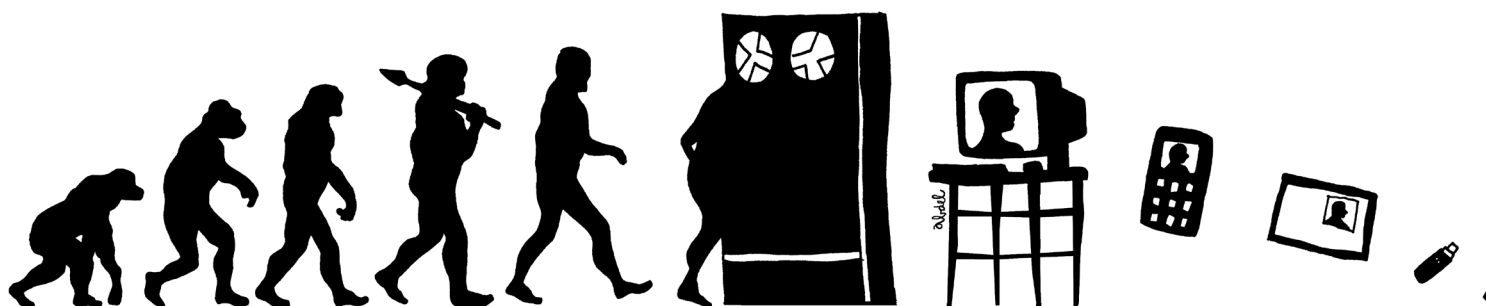
(20) Cf. Hugues Stoeckel, La faim du monde, éd. Max Milo, 2012 et Christian Araud, Préludes à la transition. Pourquoi changer le monde?, éd. Sang de la Terre, 2012. Cf. également le site <http://www.testadepibou.com/>

(21) Cf. Nico Hirtt «L'état numérique se resserre autour de l'école» sur www.skolo.org/spip.php?article215.

(22) La normopathie est le détachement de la raison pratique du sens moral.

(23) Et inversement, le système technicien devient autonome. Comme rien n'est simple, il a néanmoins besoin d'actions humaines pour fonctionner et se développer, d'où notre responsabilité à le freiner ou à l'encourager.

(24) Isabelle Stengers, Sciences et pouvoir. Faut-il en avoir peur?, éd. Labor, 1997, p. 84.



UN FILM



Illustration: Alexandre De Moté

A l'époque de sa sortie, en 1983, je me souviens l'avoir vu trois ou quatre soirs de suite dans le même cinéma du centre-ville, à Liège. A chaque fois avec le même enthousiasme teinté de terreur et d'abattement à la sortie de la salle de projection. KOYAANISKATS!¹ est, suivant moi, un de ces films si pas LE film qui est ce qu'on a fait de mieux dans la critique radicale de la société industrielle, la nôtre. Et, tout comme certains textes (Illich, Debord, Ellül, dont Godfrey Reggio s'est inspiré) les images – et l'extraordinaire musique de Philip Glass – de ce terrible réquisitoire n'ont pas fini de hanter quelques cervelles, dont la mienne. Et, trente ans après, il apparaît bien que, non seulement l'implacable constat n'a pas pris une ride mais, au contraire, qu'il est toujours et encore d'une actualité que rien, jusqu'à aujourd'hui, n'est venu démentir.

La *crise*, ce mot que l'on ne cesse d'assaisonner de mille façons, est bien ce que ces images disent qu'elle est: l'effondrement inéluctable d'un projet qui s'inscrivait déjà à l'aube de la civilisation industrielle et qui s'appropriait les mots fameux d'un dieu rageur et imbécile qui nous donnait pour mission et prétention de nous soumettre la Nature et d'en jouir à notre guise. Ce à quoi, collectivement et de plus en plus nous sommes empressés de répondre, pour notre malheur. Certes, oui, on peut apprécier et se réjouir de quelques appréciables progrès dans les domaines les plus divers, comme, par exemple, la médecine et autres spécialités annexes (on est mieux chez le dentiste de nos jours qu'au moyen-âge, tout de même), les outils de la communication qui ont radicalement transformé nos manières d'échanger et traiter l'information sous toutes ses formes. Outre cela et quelques autres agréments donc, la marque principale qui caractérise les sociétés les plus modernes est bien celle qui se donne à voir par des raccourcis terrifiants dans ce film et dont on fait l'expérience de manière parfaitement pratique tous les jours qui passent. Ce qui domine, c'est bien cette espèce de stupéfaction hagarde, mêlée d'une crainte diffuse et d'un ennui monumental que les hommes de ce temps portent sur leurs épaules et qui se lisent sur leurs visages. Comme si ce qui était censé les libérer de telles ou telles contraintes allait de pair avec ce qui, de plus en plus, les soumet. En quelque sorte et pour le dire brutalement, les petits plaisirs dont nous jouissons sont sans commune mesure avec l'oppres-

sion diffuse sensible partout, les premiers n'étant que la misérable et futile façon de tenter d'oublier la seconde.

On sait que l'organisation des activités de loisirs de toutes sortes, souvent colorées d'ambitions vaguement culturelles, avec parfois les meilleures intentions du monde, ne sont finalement là que pour nous distraire de ce qui se trame dans les sphères de tous les pouvoirs. Vu sous cet angle, *l'art est superflu*, disait Ben Vautier. De la même manière, la sacro-sainte *consommation* a pu faire illusion et donner aux heureux habitants de notre hémisphère la chance de jouir d'une extraordinaire liberté que l'on continue de présenter comme étant celle qui éclipse toutes les autres. Ces temps sont révolus, on le voit, on le sent, on en fait l'expérience chaque jour qui passe. Nous sommes à un tournant, cela est parfaitement évident. Une gigantesque machinerie, au coeur de laquelle il est de plus en plus impossible de savoir par quoi et par qui elle est en réalité actionnée, avance inexorablement ses innombrables rouages et mécanismes secrets qui sèment partout la même désolation. Une chose est sûre: derrière tout cela, ce sont de petits groupes d'hommes, de moins en moins nombreux et toujours mieux organisés et efficaces qui sont à l'oeuvre, et dont le seul objectif, le but ultime est de s'approprier la totalité du monde et ses richesses. Qu'une part de l'humanité soit de trop au regard de leurs ambitions, d'une manière ou d'une autre on en fera purement et simplement abstraction, cela dit au sens strict du mot. Que ce soit par la famine, les maladies ou, pourquoi pas, la guerre, l'odieux système en viendra à bout si tel est son bon plaisir; on doit s'attendre à TOUT venant de ceux-là qui, strictement, en tirent les ficelles avec le large concours d'un système politico-médiatique dont l'infamie va grandissant de jour en jour.

La seule question qui vaille est, maintenant, de se demander si les choses vont pouvoir continuer d'aller comme elles vont ou si, d'aventure ou par accident majeur, elles ne vont pas prendre un tour radicalement différent. Quelques signes sont là, débusqués par ceux qui ont rompu avec l'orthodoxie de la pensée dominante et qui, petit à petit, commencent à être pris en considération (cfr. l'intervention de Paul Jorion à l'Assemblée Nationale française le 26 mars dernier à propos des paradis fiscaux et en pleine crise chypriote) par quelques

médias et cercles plus ou moins liés aux décideurs politiques. Qu'ils soient pleinement entendus et, par suite, leurs thèses prises en compte, on est loin, quoi qu'il en soit, de ce qui serait une véritable révolution. Et donc, le plus probable est que les milieux bancaires et les mafias de toutes sortes – les uns et les autres étant de plus en plus visiblement liés – vont continuer le jeu auquel ils excellent et qui fait leur surpuissance. Au risque, de plus en plus évident à chaque jour qui passe, d'en arriver à un véritable effondrement général du système financier avec les terribles et imprévisibles conséquences et événements en chaîne que cela entraînerait inévitablement partout. Qu'il ne faille pas trop se réjouir de telles possibles circonstances n'entraîne pas, pour autant, que l'on ne puisse par avance en tirer quelques leçons.

Car, puisqu'il semble bien que le système se refuse à toute forme de remise en cause de l'ordre – y compris moral – de son activité, que les cris d'alarme ne sont toujours pas entendus, cette chute soudaine de tout ce qui tient l'injuste et féroce édifice en place pourrait et même, exigerait, de la part de la sphère politique au sens le plus large, la mise en place de nouvelles normes, contraintes et institutions de contrôle qui pourraient déboucher sur un nouvel ordre monétaire universel². De là devrait alors pouvoir découler, sait-on jamais, une manière de symposium mondial qui réunirait les responsables politiques et économiques, mais aussi, des autorités morales (philosophes, savants, poètes, plasticiens...) qui aurait pour finalité de rédiger une nouvelle déclaration universelle des droits humains prenant en compte les conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouve l'humanité. Que ce soit le sens et les buts à donner encore au travail, celui, à redéfinir, de la propriété privée, les terribles défis environnementaux et climatiques, un plus équitable partage des ressources et des richesses et autres enjeux, cette assemblée inédite aurait à charge de couler sous forme de lois valables partout et pour tous sans distinction, de nouveaux droits et, conséquemment, une nouvelle et audacieuse perspective s'ouvrirait qui mènerait à la mise en oeuvre de mille nouvelles manières de faire usage de la vie. Rêvons un peu...

Jean-Pierre Léon Collignon

(1) Se trouve en DVD et sur you tube en version intégrale.

(2) Sur toutes les questions relatives à ce sujet, voir le blog de Paul Jorion, en particulier «Le temps qu'il fait» du 28 mars dernier.

AUTRE POSSIBLE : LA VILLE AUTREMENT

DOSSIER



Illustration: Fabienne Loofts

Herbert Marcuse se plaisait à dire qu'«après la révolution, nous raserons les villes et les reconstruirons». Car la ville, espace densément peuplé où se trouvent concentrées la plupart des activités du «monde moderne» - sauf, et significativement, l'activité agricole¹ - est progressivement devenue le terrain d'expérimentation du capitalisme et s'est modelée en fonction de son objectif ultime: accroître les profits, au prix d'une bétonisation de ses espaces et d'une atomisation des individus, relégués au rang de consommateurs passifs. S'arrêter aux abords d'une grosse «artère», observer un centre commercial, un quartier de bureaux..., en offre une vision souvent stupéfiante. Et celui qui ne s'étonne guère, qui n'est pas dubitatif, réagirait-il ainsi s'il n'était pas né dans une société qui l'a formé tel qu'il est? Une société dont la réalité objective est devenue progressivement la réalité subjective du sujet. Où ce qu'il voit est perçu comme quelque chose de naturel pour lequel «il n'existe aucune alternative», à ce qui n'est pourtant que le résultat de choix politiques.

LE RÈGNE DE LA BAGNOLE !

La ville s'est modelée par et pour le capitalisme. «La société qui modèle tout son environnement a édifié sa technique spéciale pour travailler la base concrète de cet ensemble de tâches: son territoire même. L'urbanisme est cette prise de possession de l'environnement naturel et humain par le capitalisme qui, se développant logiquement en domination absolue, peut et doit maintenant refaire la totalité de l'espace comme son propre décor²».

Cette colonisation de l'espace, l'automobile en assure aujourd'hui la fonction principale. Sa folle «évolution» en témoigne. A la fin de la seconde guerre mondiale, un peu plus de 50 millions d'unités sont en circulation, contre plus d'un milliard aujourd'hui, auquel s'ajoute 100 000 nouveaux véhicules chaque jour³! Entre 1977 et 2011 en Belgique, le parc de voitures particulières est passé de 2,7 millions à 5,4 millions; entre 2007 et 2011 il a crû de 7,1 % - de 22,5% entre 1997 et 2011⁴. La région de Bruxelles-Capitale compte 513 000 voitures particulières, la province de Liège 501 000, celle de Namur 226 000, le Brabant wallon et le Hainaut 197 000 et 605 000 respectivement. Nulle part nous ne constatons une réduction de ces chiffres: la bagnole individuelle a conquis les esprits et, bien souvent, la question de la pertinence de son utilisation ne se pose plus. A Ixelles, Lasne et Uccle il y a environ 600 voitures particulières pour 1000 habitants, 282 pour mille à Molenbeek-Saint-Jean, le niveau de richesse de la commune allant souvent de pair avec la capacité de se payer une voiture individuelle; un document du service public fédéral économie notait récemment sous le titre «Les pauvres et leur mode de vie»: «par manque de moyens financiers, les personnes pauvres sont plus nombreuses à ne pas posséder cer-

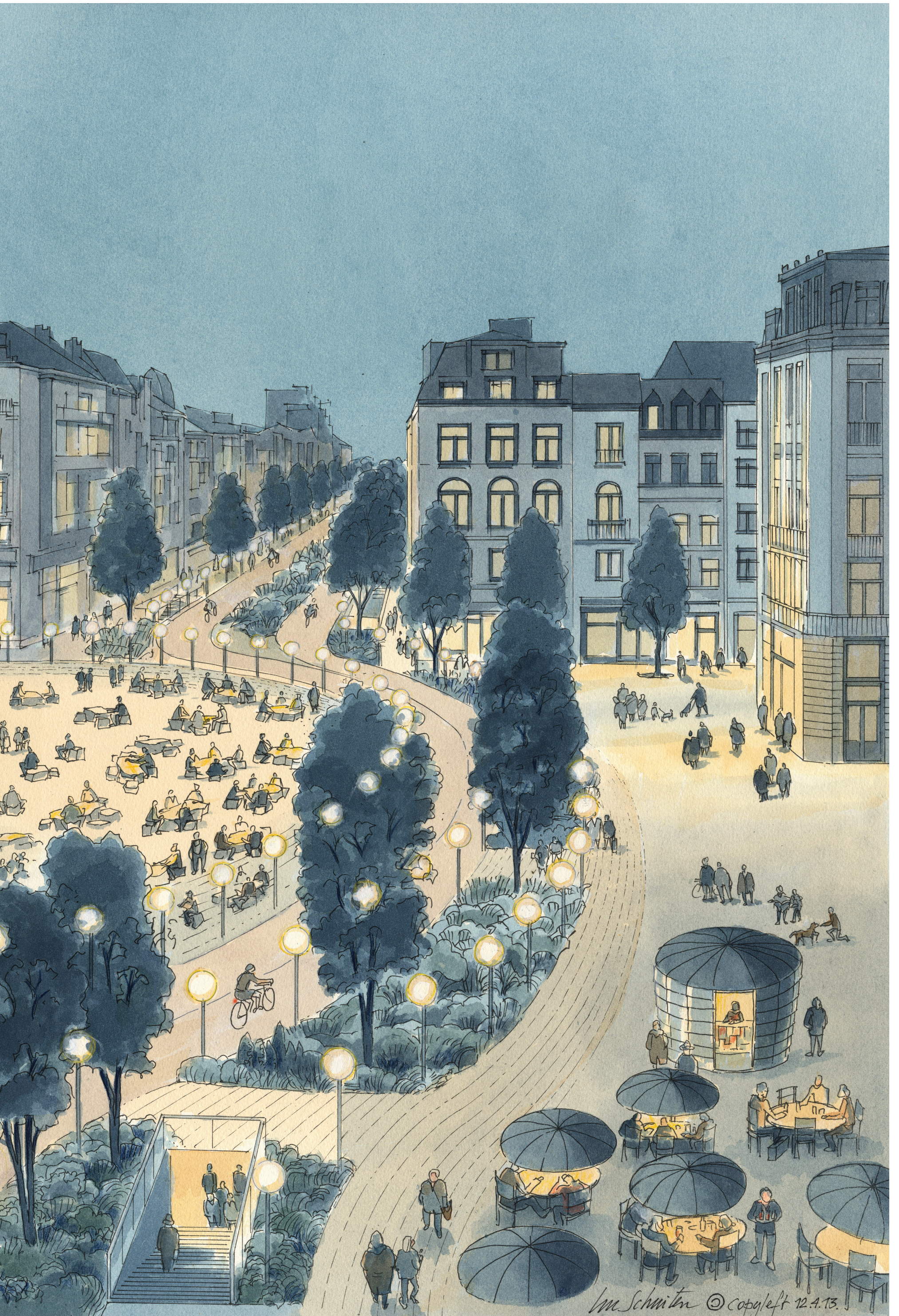
tains biens de consommation élémentaires (sic!) comme une télévision et surtout une voiture et un ordinateur. En ce qui concerne la voiture par exemple, sept fois plus de pauvres déclarent ne pas pouvoir s'en permettre une (25,2% contre 3,6% du reste de la population)⁵».

Paradoxalement, ce «bien de consommation élémentaire» qui a en grande partie détruit la ville est tout à la fois vécu schizophréniquement

«C'est que dans cette logique, humainement, socialement et écologiquement illogique, pris en otage par ce proverbial argument économique de la nécessité de l'emploi, l'homme a perdu la capacité de se penser autrement»

comme la possibilité de s'en échapper: «La ville» est ressentie comme «l'enfer», on ne pense qu'à s'en évader ou à aller vivre en province, alors que, pour des générations, la grande ville, objet d'émerveillements, était le seul endroit où il valait la peine de vivre. Pourquoi ce revirement? Pour une seule raison: la bagnole a rendu la grande ville inhabitable. Elle l'a rendue puante, bruyante, asphyxiante, poussiéreuse, engorgée au point que les gens n'ont plus envie de sortir le soir.





Im Schmitz © copyright 12.4.13.

NOUVEAUX PROJETS DANS LA VILLE : CONTINUITÉ OU RÉEL CHANGEMENT ?

Un projet pour réaménager un grand boulevard au centre de Bruxelles offre l'occasion de repenser fondamentalement l'espace public. Source de nombreux questionnements, les propositions de récupération citoyenne de l'espace public génèrent le plus souvent la méfiance des pouvoirs locaux et les cris d'orfraie de la population là où sa participation active serait nécessaire. Pourtant, les témoignages de ceux qui ont vécu ces changements prouvent que les résultats vont dans le sens, sous certaines conditions, d'une ville plus décente.

LE PROJET ANSPACH : DE BOULEVARD À PARC...

Le boulevard Anspach, véritable pompe à bagnoles au centre de Bruxelles où transitent chaque jour 27 000 voitures, est révélateur de ce qu'est la ville et des désagréments que cette réalité quotidienne provoque. Les voitures qui y passent, pour la plupart sans origine ni destination dans le quartier, sont, si l'on y réfléchit, une aberration urbaine qui altère la qualité de vie et sont un obstacle à la mobilité douce d'est en ouest.

CHRONIQUE D'UN RÉAMÉNAGEMENT TOUJOURS REPORTÉ

Depuis des années, des habitants et des associations tel que le Bral (Brusselse Raad Voor het Leefmilieu ou Conseil Bruxellois Pour l'Environnement) mènent une campagne pour le réaménagement des boulevards centraux, notamment sous le nom de «*street sharing*» («*partage de la rue*»). Avec le temps, les multiples actions semblaient porter leurs fruits : promesses des politiciens bruxellois ; appel d'offre remporté par *Groep Planning* (maintenant SUM) dont le projet se porte résolument sur des boulevards à circulation restreinte et qui propose de couper le trafic de transit ; présence d'un budget dans le cadre de l'accord de collaboration Beliris...

Et pourtant, début 2013, on attend toujours. Ce sera à la suite d'une carte blanche du professeur Philippe Van Parijs (Le Soir, 24 mai 2012) que le dossier sera relancé : suite à celle-ci, plus de 2000 personnes se réunissent le 10 juin 2012 pour un pique-nique sur la place de la Bourse afin de protester contre la politique de mobilité bruxelloise. Après une tentative de récupération par le bourgmestre, qui donna anticipativement son accord pour un «*pique-nique*» le dimanche, et une réponse claire des participants qui annonçèrent vouloir se réapproprier l'espace public et non juste pique-niquer, l'événement permit au sujet de revenir au cœur des discussions, mettant également une certaine pression sur le col-

lège d'échevins pour faire évoluer le dossier.

D'AUTRES POSSIBLES POUR L'ESPACE PUBLIC

Ravivés par cet élan citoyen, on peut se remettre à penser à autre chose pour la ville. Devant la spéculation foncière et le peu de parcelles vides, certains, dont le Bral, proposent de récupérer des espaces publics et de les «*verdurer*». Un boulevard hors proportions comme Anspach offre un espace public énorme dans le centre et son réaménagement est l'occasion idéale pour penser d'autres possibles. Non pas dans l'objectif de retirer les voitures, cette suppression étant seulement un moyen, mais dans celui d'offrir quelque chose de totalement différent : un espace vert attrayant, récréatif et intéressant écologiquement ; un axe vert favorisant la mobilité douce et la migration des espèces et plantes, le lien social au profit de la qualité de vie et de la durabilité d'une région.

Pendant l'été 2012, le Bral lance avec l'appui de partenaires (*Natagora Bruxelles*, *Coordination Senne*, *Fietsersbond* et *Gracq, Clara* – Centre de recherche de la faculté d'architecture de La Cambre Horta, *Bruxelles Nature asbl*, *Convivence asbl*) un appel à idées pour ouvrir le débat. Celui-ci vise à apporter une contribution constructive pour faire mûrir l'idée d'une verdurisation de l'espace public. Ouvert à tous, il devait développer une vision globale des boulevards et livrer un plan détaillé pour une partie choisie de celui-ci. Le jury a jugé les projets par rapport à leur cohérence et limitations techniques, tout en prêtant attention au caractère innovant et à son impact sur le quartier (mobilité, biodiversité, commerce, habitants...)¹.

RISQUE DE RÉCUPÉRATION POLITIQUE

Mais devant des pouvoirs publics qui ne craignent pas de proposer des projets incohérents avec l'idée d'une ville décente², leur relatif engouement pourrait occulter de vils intérêts. Peut-on réellement attendre des politiques actuelles, en pleine crise, une orientation qui détrônera la voiture dans la ville et proposera pour celle-ci autre chose que le faste ostentatoire visant à allécher le touriste, faisant de la cité une vitrine commerciale asociale et aseptisée ? Doit-on penser possible qu'ils joueront un rôle politique d'organismes publics plutôt que de décideurs, laissant la place aux initiatives citoyennes ?

Devant le repensé fondamental de nos modes de vie qui devra avoir lieu, deux défis majeurs se posent selon nous dans un premier temps - qui ne sont rien en comparaison de ce qui viendra après.

Devant la nécessité de «*redessiner la ville*», la rendre plus verte, plus vivable, la question de sa gestion sociale ne peut être écartée. La «*verdurerisation*» de quartiers, leur «*modernisation*» peut s'avérer un prétexte politique à leur «*nettoyage social*», la belle occasion pour en faire une vitrine chic «*digne*» de la «*capitale de l'Europe*». Seule une appropriation citoyenne peut donner du sens à la dimension écologique d'un nouveau

projet. Dans ce cadre, le parc linéaire Anspach est porteur d'une multitude de questions et met en jeu des processus démocratiques qui pourraient déboucher sur des résultats assez inédits. Pour autant, notamment, que cette récupération politique soit évitée.

La réduction de la voiture individuelle qui devra nécessairement se faire, se heurte à la résistance des mentalités. Tout est bon pour remettre à plus tard sa remise en question. L'unanimité ne se fera pas. Il faudra donc certainement changer l'espace pour que changent les mentalités.

A.P.

LE PROJET POUR LE BOULEVARD ANSPACH : OCCASION DE REPENSER LA VILLE ?

Rencontre avec Piet Van Meerbeek, chargé de mission au Bral (Brusselse Raad Voor het Leefmilieu ou Conseil Bruxellois Pour l'Environnement), asbl qui propose depuis des années le réaménagement du boulevard Anspach et qui lançait en juillet 2012 un appel à projet pour réaménager le boulevard en «*espace public vert et sans voiture*».

Kairos : L'année passée, vous lanciez un appel à projet pour transformer le boulevard Anspach en parc. D'où est né ce projet ?

Piet Van Meerbeek : cela fait plus de 10 ans que nous tentons de défendre l'idée d'un réaménagement du boulevard Anspach. Il y a eu depuis différentes interventions pour défendre ce point de vue mais c'est essentiellement «*Pic-Nic The Streets*» qui a donné une nouvelle vigueur à ce projet.

K. : Dans ce projet de parc linéaire, est-ce que la ville (coalition MR-PS depuis les dernières élections législatives, avec Freddy Thielemans comme bourgmestre), tente d'inclure une participation citoyenne dans les décisions et la future gestion ?

Piet Van Meerbeek : non, pour l'instant il n'y a pas vraiment de processus participatif, donc là ça risque de chauffer ; il y a toutefois des comités avec des riverains et des commerçants. L'idée est maintenant de le présenter comme un projet écologique mais également social. De plus en plus, on se questionne sur la raison pour laquelle on devrait faire un aménagement chic type Beliris ? Pourquoi pas quelque chose «*bottom up*» où l'on crée des petits endroits au milieu de la rue réappropriés par les habitants où ils s'investissent, des potagers urbains...

K. : c'est là un vrai projet de participation citoyenne, ça ne passe pas par les urnes, c'est une vraie participation démocratique...

Piet Van Meerbeek : oui, c'est une vraie démocratie, mais le résultat ne sera peut-être pas

comme ils le veulent; ce sera peut-être moins chic.

K. : ils veulent quelque chose de chic, pour attirer le visiteur, placer des «enseignes» ?

Piet Van Meerbeek : oui, ils ont peut-être compris que le boulevard ne fait pas partie d'une «ville moderne». Dans cette hypothèse, ils se disent qu'il faut vraiment faire quelque chose: un aménagement ambitieux leur permettrait de se positionner sur la scène internationale, cela serait convaincant pour eux. Alors, ils ne disent pas non lorsque nous leur parlons d'une réappropriation citoyenne mais je suppose que ce ne sera pas facile de les convaincre.

Nous essayons maintenant de proposer quelque chose de manière constructive et pro-active, c'est comme ça qu'on peut concilier «les cris de coeur» pour une qualité de vie avec une politique sociale; une politique écologique et de rénovation urbaine peut ne pas s'opposer à la dimension sociale mais être en partie une manière de redonner des capacités aux citoyens, de leur permettre de se rencontrer, de réagir et peut-être

« Une politique écologique et de rénovation urbaine peut ne pas s'opposer à la dimension sociale mais être en partie une manière de redonner des capacités aux citoyens, de leur permettre de se rencontrer, de réagir »

même d'initier des sources de vie, comme les potagers, pour s'investir.

K. : ça risque aussi d'être difficile de présenter ce projet à certains riverains, bien qu'il existe des associations de riverains...

Piet Van Meerbeek : il y a différentes associations de riverains: le comité de quartier Saint-Géry qui est maintenant impliqué, les groupes autour de l'asbl Buurtwinkel/Boutique du Quartier et Convivence qui sont deux asbl en contact avec des habitants. Ces deux dernières sont en contact avec un public vraiment fragilisé et elles mettent clairement en balance dans le débat le risque de spéculation et de gentrification qui leur serait dommageable. Mais elles sont très nuancées, elle ne disent pas qu'il ne faut rien changer. Personne n'est pour la laideur et le fait qu'il faille garder la ville moche, telle quelle. Personne ne dit cela. L'enjeu est maintenant de trouver la manière de le faire, d'échapper à la laideur sans chasser les habitants. Le deuxième enjeu est de convaincre la ville.

K. : avez-vous une idée de la date possible de réalisation ?

Piet Van Meerbeek : Parmi les 16 projets de l'appel que nous avons lancé pour la première phase, il y en a pas mal qui se focalisent sur la réappropriation de l'espace par les habitants; pas mal parlent de potagers urbains, mais le sujet est délicat. La réappropriation fait peur.

Ce qu'il est important de dire également, c'est que la population fragilisée a encore plus besoin d'espaces verts, a encore plus à y gagner que la population aisée qui a souvent un petit jardin ou une terrasse, sort beaucoup plus de sa maison. Souvent les parents n'ont pas d'emploi donc ils sont beaucoup plus chez eux. Il y a certaines études qui montrent très clairement les effets po-

sitifs d'un espace vert à proximité du logement sur la santé, et mettent en évidence des effets encore plus favorables pour les populations défavorisées.

**Piet Van Meerbeek,
chargé de mission au Bral**

Propos recueillis par A.P.

CE QUI EST VÉCU COMME IMPOSSIBLE S'AVÈRE POSSIBLE

Le sujet embrigadé mentalement et physiquement à son automobile demande souvent une alternative à son usage avant de limiter son utilisation. Or, il est avéré que «c'est aussi la diminution de la place de la voiture qui permet l'alternative³». Et que les nombreuses craintes sont le plus souvent injustifiées, notamment celles qui émanent des petits commerces⁴.

VILLE PIÉTONNE : UNE EXPÉRIENCE VÉCUE⁵

Pour m'épargner les inconvénients de posséder une voiture, j'avais choisi le «tout-à-pied» en m'installant au début des années 80 dans le centre historique et commerçant de Chartres, ville moyenne de 70.000 habitants située à 92 kilomètres de Paris. Le quartier était tranquille, mais au fil des années, le parc automobile ayant à peu près doublé en 20 ans (à Chartres comme partout en France), le bruit et la pollution atmosphérique en constante augmentation générés par des embouteillages de plus en plus fréquents devinrent à la longue une véritable nuisance. A cela s'ajoutait la «pollution visuelle» puisque le centre ville ne ressemblait plus, hélas! qu'à un immense parking à ciel ouvert où l'on finissait par compter plus de voitures stationnées ou en circulation que de piétons!

Par ailleurs, les gaz d'échappement détérioraient la Cathédrale, et son nettoyage commençait à revenir cher, de l'avis des autorités compétentes. Cette progression ne semblait pas sur le point de s'inverser, bien au contraire, la municipalité prit au début des années 2000 les premières mesures nécessaires pour désengorger le centre. Malgré la concertation avec les commerçants et les nombreuses réunions d'information organisées par la Mairie, ce fut une véritable révolution, car tout le monde était contre : les automobilistes, les commerçants, les partis politiques opposés à la municipalité... etc. Tout d'abord furent installées des «bornes» électriques escamotables pour filtrer les entrées dans le centre-ville qui n'étaient plus désormais autorisées qu'aux seuls riverains, ainsi que les stationnements pour lesquels il fallait posséder un «badge». On peut imaginer les réactions des automobilistes et des commerçants qui se plaindraient (à juste titre) de perdre leurs clients! Ensuite, toutes les rues, une par une furent transformées en rues piétonnes : des travaux très mal acceptés aussi.

Dans le même temps fut creusé un immense parking souterrain de 1300 places en pleine ville (en complément des deux parkings souterrains déjà existants⁶), ce qui mit la fureur à son comble car cet énorme chantier bloqua la circulation pendant des mois. Des commerçants riverains virent même leur activité périr jusqu'au point pour certains de devoir fermer boutique... (C'était injuste, mais on imagine qu'ils ont pu être dédommagés?) Au début, les automobilistes révoltés décidèrent de boycotter les nouveaux parkings souterrains payants en faisant leurs achats dans

les grandes surfaces situées à la périphérie de la ville. Mais la municipalité, en réponse, fit alors le choix d'offrir de nouvelles activités culturelles : une grande médiathèque et un cinéma multiplexe furent construits en plein centre. Une réussite et un énorme succès. Un nouveau système de transports en commun très performant fut également mis en place : navettes électriques gratuites desservant toutes les entrées et sorties de parkings. Minibus gratuits circulant en permanence autour de la ville dans les 2 sens. Extension et modernisation de l'ancien réseau de transports urbains (dorénavant gratuit pour les moins de 18 ans). Tout fut mis en œuvre pour qu'il ne soit plus désormais nécessaire de venir en ville en voiture particulière. D'ailleurs, le centre ville et ses alentours, entièrement dédiés aux piétons devinrent des «zones 30» et même pour certains quartiers des «zones 20», force de dissuasion imparable...

Aujourd'hui, on peut constater que tout a fini par rentrer dans l'ordre : les commerces sacrifiés ont été remplacés par d'autres, les restaurants et les cafés, profitant de l'espace libéré se sont étalés partout en grandes terrasses. De nombreux nouveaux restaurants et commerces sont apparus. Les parkings payants affichent complet. Mais c'est esthétiquement et visuellement que la transformation a été la plus spectaculaire, car là où s'entassaient par le passé des centaines de véhicules en stationnement, le paysage est de nouveau complètement dégagé, toutes les voitures étant devenues invisibles, cachées désormais dans les parkings souterrains. Aussi ai-je du mal à comprendre, quand je vais ailleurs, qu'on puisse encore accepter, en 2013, ces entassements de véhicules stationnés qui enlaidissent réellement le centre des agglomérations, alors qu'il serait tout à fait possible de construire des parkings souterrains, comme l'expérience l'a prouvé ici.

Maintenant, à Chartres, tout le monde a oublié ces 5 ans de travaux et ne pense plus qu'à profiter des nouveaux avantages. La ville, devenue plus belle, attire toujours plus de visiteurs, ce qui fait le bonheur des commerçants. Les automobilistes se sont reconvertis au vélo et à la marche à pied, et les habitants dans leur ensemble, (dont moi-même), y ont gagné une qualité de vie que tout le monde leur envie et qu'il leur serait difficile de trouver ailleurs.

S.V.

(1) Les résultats sont visibles sur www.parcanspach.be

(2) Voir le dossier «L'invasion des méga-centres commerciaux», Kairos septembre/octobre 2012, et l'évolution de la situation aux pages 2-3 de ce numéro.

(3) «L'affaire des voitures qui disparaissent», Bruxelles en mouvements, janvier/février 2013.

(4) «Piétons et cyclistes, meilleurs atouts pour les commerces de proximité», voir <http://economie.blog.lemonde.fr/2013/03/29>

(5) Expérience recueillie d'un habitant de la ville de Chartres, par un appel à témoignages lancé sur le site carfree.fr.

(6) NDLR. La question se pose évidemment : devra-t-on passer par ces aménagements coûteux que sont les parkings souterrains, qui ne remettent pas en cause l'utilisation de la voiture entre les villes et leur campagne ? Est-ce une transition obligée ?



Illustration: Florence Vancappellen

Alors, puisque les bagnoles ont tué la ville, il faut davantage de bagnoles encore plus rapides pour fuir sur des autoroutes vers des banlieues encore plus lointaines. Impeccable circularité : donnez-nous plus de bagnoles pour fuir les ravages que causent les bagnoles⁶.

Se mouvoir en voiture s'est progressivement assimilé à un mouvement naturel du corps : tout observateur critique passant quelques heures dans un quartier d'habitation, sera toujours étonné de voir au fur et à mesure de la journée les gens sortir de chez eux, faire quelques pas, et monter dans leur voiture ; rentrer, sortir et repartir avec leur voiture, comme si celle-ci constituait une prothèse physique indispensable à leur « mobilité ». Nous pouvons ainsi passer des semaines sans croiser un proche voisin dans notre quartier, sauf avec la chance que nous nous dirigeons en même temps vers... notre voiture. C'est que dans cette logique, humainement, socialement et écologiquement illogique, pris en otage par ce proverbial argument économique de la nécessité de l'emploi – « il faut continuer à produire des voitures car elles sont indispensables à une société de croissance » –, l'homme a perdu la capacité de se penser autrement. L'utilisateur « est incapable d'imaginer les avantages apportés par l'abandon de l'automobile et le recours à la force musculaire de chacun. L'utilisateur ne voit pas l'absurdité d'une mobilité fondée sur le transport. Sa perception traditionnelle de l'espace, du temps et du rythme propre a été déformée par l'industrie. Il a perdu la liberté de s'imaginer dans un autre rôle que celui d'utilisateur du transport⁷ ». Confirmé dans ses choix par la publicité qui a fait de l'industrie de l'automobile son principal client, la bagnole est aussi devenu un objet de comparaison, illusoire tremplin social pour les moins nantis, objet de consommation ostentatoire pour tous.

Modelant l'espace et les habitudes, les besoins du capitalisme devenaient progressivement des besoins individuels : il fallait une voiture pour les enfants, les vacances, le travail, la famille... il en fallait une pour « être quelqu'un ». « Un homme qui achète une voiture se dit probablement qu'il en a besoin pour se déplacer, alors qu'au fond de lui il préférerait peut-être ne pas s'encombrer de cet objet et sait qu'il vaut mieux marcher pour rester en bonne santé. Son envie tient vraisemblablement au fait que la voiture est aussi un symbole du statut social, une preuve de la réussite en affaires, une façon de complaire à sa femme⁸ ». Certes, si l'édification de nos sociétés

s'est faite en fonction de la bagnole, réduisant de plus en plus les possibilités réelles de choix, il n'en demeure pas moins que la question de la réalité du besoin et de la possibilité de le voir satisfait par tous sans nuire à la nature et à chacun, ne se posait plus. Chacun profitant égoïstement de son « acquis » et confirmant à chaque fois, par sa participation à l'édification de l'ensemble, le mythe et son indétrônable réalité.

Pourtant, une simple rationalité, exceptée celle qu'on nous dit « économique », montre le nonsens du tout-voiture⁹. Outre le temps, l'énergie et l'argent que la voiture représente, devenu un bien élémentaire, passé d'objet de « luxe » à objet de consommation de masse, l'insécurité charriée à divers niveaux par la voiture n'est plus nommée. On tente tout au plus de conjurer certains des effets les plus néfastes de son utilisation massive, comme s'ils n'étaient que des événements accidentels qu'on imaginait un jour pouvoir éradiquer¹⁰. Lorsque les mass médias évoquent l'insécurité, c'est alors le plus souvent pour relater les agressions, rixes ou vols dont sont victimes certains, ou instiller la peur avec le terrorisme sans dégager les causes structurelles de cette violence sociale. Jamais, ou rarement, pourtant, nous n'entendons cette insécurité que représente l'automobile pour le piéton et le cycliste ; les nuisances sonores qu'elle occasionne ; la pollution atmosphérique qu'elle génère.

LA VILLE SERA SANS VOITURES INDIVIDUELLES... OU NE SERA PAS

Évoquer la ville et son nécessaire changement c'est donc, inévitablement, pourfendre le mythe de l'automobile. Ce n'est pas se focaliser sur un aspect, secondaire, parmi d'autres, mais c'est attaquer un point central de la déliquescence urbaine, de l'étalement des banlieues, cités-dortoir, de l'atomisation de sujets enfermés dans leur cage d'acier ; c'est dénoncer le mal-être social dont elle est à l'origine. Dénoncer « l'enfer » de la ville, c'est inévitablement provoquer la culpabilisation de nombreux individus qui y voient une attaque contre leurs privilèges. Il faudra sans doute passer par là pour faire réfléchir à nos pratiques et aux avantages qu'il y aurait à abandonner la voiture individuelle, qui s'est progressivement accordé un droit inaliénable de préemption sur les espaces publics. Gand (centre piétonnier

de 30 hectares), Namur (2,5 kms de rues piétonnes dans le centre), Hasselt (centre piétonnier et bus gratuits), ... quelques villes ont tenté de se réapproprier les espaces. Car la réponse à la question de cette privation de l'espace public est assez évidente : « Une bagnole, de même qu'une villa avec plage, n'occupe-t-elle pas un espace rare ? Ne spolie-t-elle pas les autres usagers de la chaussée (piétons, cyclistes, usagers des trams ou bus)¹¹ ? ».

« Évoquer la ville et son nécessaire changement c'est donc, inévitablement, pourfendre le mythe de l'automobile. Ce n'est pas se focaliser sur un aspect, secondaire, parmi d'autres, mais c'est attaquer un point central de la déliquescence urbaine »

Pourtant, cette aporie de la voiture individuelle pour tous n'éclate pas au grand jour, principalement pour deux raisons selon André Gorz :

1. le succès de la bagnole repose sur le fait qu'elle matérialise l'idéologie bourgeoise du « qui veut peut » et du « chacun pour soi », transformant la ville en jungle urbaine motorisée. Chaque automobiliste, qu'il le veuille ou non, par son usage de la bagnole adhère à la logique compétitive de nos sociétés marchandes, il suffit d'observer le trafic autoroutier pour s'en rendre compte.

2. Alors que la généralisation de la voiture individuelle porte en elle la conséquente perte de sa valeur d'usage (toujours plus de voitures limite les avantages de vitesse de déplacement qu'on lui conférerait), jamais on n'assiste – ou trop peu – à la dévalorisation idéologique de la bagnole. « La généralisation de l'automobilisme individuel a évincé les transports collectifs, modifié l'urbanisme et l'habitat et transféré sur la bagnole des fonctions que sa propre diffusion a rendues nécessaires. Il faudra une révolution idéologique (« culturelle ») pour briser ce cercle. Il ne faut évidemment pas l'attendre de la classe dominante (de droite ou de gauche)¹². »

S'« AUTO-QUESTIONNER »... POUR QUESTIONNER TOUT LE RESTE

Une cité décente ne pourra émerger d'une ville faite par et pour l'automobile. Tout ce qu'elle pourra proposer entrera nécessairement, d'une façon ou d'une autre, fondamentalement ou dans certains détails, en opposition avec la voiture ; et, dans l'autre, tout ce qu'elle proposera pour bafouer cette omnipotence verra émerger des possibilités sociales et écologiques viables qui ne seront pas des « compléments subalternes » mais bien de nouvelles façons d'envisager le rapport à soi et aux autres.

Repenser la ville passera donc inévitablement par un renouvellement de la capacité d'usage de ses jambes, d'une désincarcération mentale du « tout-transport » dont il faudra attendre les initiatives de groupements citoyens et des actions collectives (dans le sens des actions de désobéissance civile et de réappropriation de l'espace public comme celles de « Reclaim The

Street» ou des masses critiques). Celle-ci devra en toute logique s'accompagner d'une modification des activités de la ville. «*En changeant la ville, nous fournirons un levier au changement de société et au changement de la manière dont les personnes vivent leurs rapports et leur inhérence au monde. La reconstitution d'un monde vécu et vivable suppose des villes polycentriques, intelligibles, où chaque quartier ou voisinage offre une gamme de lieux accessibles à tous, à toute heure, pour les auto-activités, les autoproductions, les auto-apprentissages, les échanges de services et de savoirs; une profusion de crèches, de jardins publics, de lieux de réunion, de terrains de sport, de gymnases, ateliers, salles de musique, écoles, théâtres, biblio-vidéothèques; des immeubles d'habitation dotés d'espaces de circulation et de rencontre, de salles de jeux pour enfants, de cuisines restaurants pour personnes âgées ou handicapées, etc*¹³.»

Le premier frein risque bien d'être les mentalités (voir ci-dessous: «Une rue en moins... quelles possibilités de changement face à la résistance populaire»). Il n'y a pas si longtemps pourtant (en 1991), la Communauté Economique Européenne (CEE), dont on ne pourra soupçonner une obédience pour la décroissance, publiait un rapport intitulé «Proposition de recherche pour

une ville sans voiture», qui concluait: «*Des villes sans voiture, urbanistiquement conçues d'après le modèle qui se dégage du Livre vert et dotées d'un nouveau système de transport expressément pensé pour elles, sont non seulement plus vivables à tous égards (tant socialement qu'écologiquement), plus accessibles et traversables en peu de temps, mais elles pourraient être réalisées au prix d'investissements en mobilité nettement moindres que ceux d'aujourd'hui, avec un système de transport moins coûteux à gérer, des économies d'énergie significatives, un plaisir visuel amélioré et une restitution, à chacun de ses habitants, d'une part importante de son temps*¹⁴.»

Pourrait-on imaginer tels propos aujourd'hui...

A.P.

(1) Voir «Alerte paysanne», numéro spécial de Kairos, février/mars 2013.

(2) Guy Debord, «La société du spectacle», Éditions Gallimard, Paris, 1992, p.165.

(3) «Désobéir à la voiture», par Les Désobéissants, Éditions Le Passager Clandestin, 2012.

(4) Ces chiffres sont tirés du document publié par le SPF Économie, PME, Classe Moyenne et Énergie, «Les voitures en quelques chiffres». Voir statbel.fgov.be

(5) Voir economie.fgov.be/fr/binaries/pr128_fr_tcm326-31933.pdf.

(6) André Gorz, «L'idéologie sociale de la bagnole», texte publié dans la revue Le Sauvage en 1973, puis dans son ouvrage Ecologica. Disponible notamment sur le site des renseignements généraux : www.les-renseignements-generaux.org.

(7) Ivan Illich, «Énergie et équité», in Œuvres Complètes, vol.1, Fayard, Paris, 2009, p.398.

(8) Edward Bernays, «Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie», Éditions La Découverte, Paris, 2007, p.63.

(9) Voir pour un état des lieux succinct montrant l'aberration de la voiture par les ravages qu'elle produit, la charte du réseau carfree : <http://carfree.free.fr/index.php/2012/02/02/charte-du-reseau-mondial-carfree>.

(10) Voir «les accidents de voitures ne sont pas des accidents», Kairos avril-mai 2012.

(11) André Gorz, «L'idéologie sociale de la bagnole», Ibid.

(12) Idem.

(13) André Gorz, «Ecologica», Éditions Galilée, Paris, 2008, p.163.

(14) «Quand la Commission européenne voulait créer des villes sans voiture», voir www.carfree.fr.

UNE RUE « EN MOINS » ?

QUELLES POSSIBILITÉS DE CHANGEMENT FACE À LA RÉSISTANCE POPULAIRE

Dans une commune, quelque part en Belgique, les autorités publiques et certains citoyens défendent un projet de suppression de la voiture dans un tronçon d'accès à une place commerçante. Qu'en pensent commerçants et riverains? Souvent, ils attendent que «ça» change pour changer, tout en refusant par leur comportement d'amorcer ce changement. Formidable conservatisme qui ressort de ces propos, montrant à quel point les pratiques sont ancrées dans les mentalités. Levée de bouclier qui inquiète, tant elle est inversement proportionnelle à l'ampleur du changement proposé: un petit bout de rue piétonnisé.

«Que pensez-vous du projet de remplacer la rue où les voitures passent par un piétonnier?»

Coiffeuse: «pas grand-chose de bien. Ça va faire venir les petites crapules. Et puis ça empêchera les patrouilles de police de passer. Il manque déjà des places de parking. Les mentalités changent vous savez, mais je n'aime pas ce qui est radical.»

Vendeuse: «Je ne suis ni pour ni contre. Mais il faut préserver le petit commerce. Les gens qui viennent chez moi et qui achètent du papier peint, comment vont-ils le prendre autrement qu'en voiture? Qu'on me prouve que ce sera mieux après alors. Les choses ne doivent pas se faire agressivement, et doucement.»

marchand de presse: «Mauvais... j'ai pas le temps de parler de tout cela. Ça va ramener moins de clients, déjà maintenant certains font le tour deux/trois fois pour trouver une place. Et comment vont faire les vieilles personnes qui viennent en voiture? Il n'y aura pas plus de convivialité.»

[Pendant que je parle avec le libraire, une cliente à la librairie: «Gad Elmaleh est avec la princesse Charlotte...» «Oui, tu sais...»] «Mais oui, rendons la vie verte, des piétons, plus de vélos, c'est une aberration. Qu'on crée un zoo dans un parc et qu'ils aillent se réunir là, ça c'est bien.»

Passant: «Le piétonnier c'est bien mais je ne vois pas l'intérêt. Pas beaucoup de gens le défendent car c'est changer les habitudes. Ça va changer le trajet, il y aura plus de gens qui feront le détour en passant par ma rue.»

Passant: «En même temps on continue à faire des salons de l'auto... alors qu'est ce qu'on veut réellement? Il n'y a rien à faire, la voiture fait partie de notre paysage, est-ce qu'on peut changer tout cela. De toute façon, on ne fait que déplacer le problème. L'idéal absolu n'existe pas. Je ne peux que faire avec ce qu'il y a et je n'aime pas le radicalisme.»

Propos recueillis par A.P.



Illustration: Sophie Le Greille

LES « ALERTES AU SMOG » NE SONT PAS DES ALERTES



Illustration: Lucy Watts

«Aujourd'hui, la présence d'une inversion thermique empêchera les polluants de s'élever au-delà de 200-300 m d'altitude. Le vent sera sensiblement plus présent qu'hier (de l'ordre de 3 m/s) mais son action restera trop limitée pour disperser valablement les polluants. Les niveaux de PM10 resteront donc supérieurs à 70 µg/m³ au nord du sillon Sambre et Meuse». (...)

«Les conditions météorologiques prévues pour demain jeudi et après-demain vendredi resteront globalement défavorables à la dispersion des polluants et ne laissent présager aucune amélioration tangible de la qualité de l'air. Cette situation s'explique par la présence d'une inversion thermique de subsidence (vers 300 m d'altitude) et un vent faible à modéré qui contribuent à limiter la dispersion.» (...)

«L'alerte SMOG est entrée en vigueur à 6h ce matin en raison d'un pic de pollution. La vitesse est limitée à 50 km/h partout à Bruxelles et à 90 km/h sur les autoroutes situées au dessus de la dorsale wallonne (donc au nord de la E42, incluse). Les contrôles de vitesse y sont renforcés.»

«Alerte»: 1. appel, signal qui prévient de la menace d'un danger, invite à prendre les mesures pour y faire face. Alerte aérienne, à la bombe, au feu. 2. Menace soudaine d'un danger.

Sommes-nous réellement en présence d'une «menace soudaine», de quelque chose qui «se produit tout à coup». Avons-nous «subitement» été bombardés de 5,4 millions de voitures en Belgique? Aurait-ce été le cas, imaginons, ayant vécu hier dans un monde où le piéton, la bicyclette et les transports en commun occupaient la majorité de l'espace public, que l'alerte aurait réellement été donnée et aurait eu tout son sens. Imaginons: du jour au lendemain 5,4 millions d'automobiles, que nos tentatives utopiques de redessiner la ville s'inversent; que nous vivions dans une société où les piétons, cyclistes et transports en commun sont la norme, et que, d'un coup, ce paysage se transforme en ce que nos villes sont présentement? Comment réagirions-nous? Quelle absurdité verrions-nous à troquer notre liberté de se déplacer sans recourir à une énergie marchande – le pétrole – vivant à proximité des autres, dans des espaces conviviaux où l'air serait pur et où les services essentiels à notre vie de tous les jours seraient rassemblés?

Mais c'est que le changement s'est fait petit à petit et que nous acceptons à son rythme les modifications qu'il induit. Nous ne passons pas brusquement d'une ville où piétons, roulottes, chevaux, bicyclettes et transports en commun dominent à une ville traversée d'autoroutes, de rings, de viaducs, tunnels, parkings... Progressivement, chacun de ces modes diminue ou disparaît pour ne laisser la place qu'à un seul. Progressivement, nous l'acceptons, les contestations d'antan se fondent dans l'histoire, le passé étant nommé pour mieux glorifier le présent. Progressivement, nous n'imaginons pas pouvoir vivre autrement. La métaphore de la grenouille cuite illustre pour cela parfaitement ce qu'il s'est passé dans nos sociétés et démontre comment des changements progressifs et continus suscitent peu de réactions défensives de notre part¹. Imaginons une marmite d'eau dans laquelle une grenouille pataugerait tranquillement. Un feu doux est allumé sous la marmite, qui chauffe doucement l'eau. Au début, l'eau tiède donne à la grenouille une impression agréable. Elle continue donc de nager, mais la température continue à grimper et l'eau devient chaude, un peu trop chaude pour la grenouille mais qui ne s'affole pas; elle se dit que ça finira bien par passer. Quand la température de l'eau devient vraiment désagréable pour la grenouille, celle-ci est alors affaiblie, supporte donc et ne fait rien. Ce qu'il va se passer par la suite est évident: la température de l'eau va grimper, jusqu'au moment où la grenouille va cuire et mourir, sans jamais avoir quitté son lieu de baignade. Si cette même grenouille avait directement été plongée dans de l'eau à 50°, elle aurait réagi en donnant un coup de patte qui l'aurait sauvée en l'expulsant de suite de la marmite.

Nous sommes cette grenouille. Nous ne percevons plus pour la plupart le potentiel négatif des changements qui ont affecté nos sociétés. Progressivement, nous les avons acceptés. Pire! Nous leur avons même souvent donné des attributs positifs. Il n'y a donc que peu de réactions, d'opposition, de révoltes. Imaginons que nous prenions un sujet il y a 40 ans et que nous le plongions du jour au lendemain dans notre époque. Que penserait-il de cette société: de l'omniprésence publicitaire, de The Voice Belgique, des «réseaux sociaux», des gsm, du spectacle politique... Du tout-voiture?

Évoquer l'«alerte au smog», dans une société où le salon de l'auto attire en 2013, année re-

cord, 385 000 visiteurs, où la publicité pour les bagnoles nous assaille quotidiennement à la radio, la télévision, dans la rue, a quelque chose d'indécent, et de profondément mensonger. «Alerte au smog»? Alors que l'on table sur un doublement des départs dans l'aviation civile d'ici à 2030, passant de 31 millions à 59 millions – taux de croissance moyen annuel de + 3,6% – (International Civil Aviation Organization, www.icao.int.), pendant que le nombre de passagers transportés passera de 2,9 milliards à 6,3 milliards – taux de croissance moyen annuel de + 4,5%. «Alerte»? Alors que le gouvernement flamand persiste dans son projet d'élargissement du ring de Bruxelles, battant en brèche toute vision écologique et sociale, donc toute perspective à long terme².

Cette formulation anglicisée nous montre surtout à quel point ces messages médiatiques et gouvernementaux sont tout un symbole de la décadence de nos sociétés du spectacle. Smog

«Évoquer l'«alerte au smog», dans une société où le salon de l'auto attire en 2013, année record, 385 000 visiteurs, où la publicité pour les bagnoles nous assaille quotidiennement à la radio, la télévision, dans la rue, a quelque chose d'indécent, et de profondément mensonger»

stimule d'autres représentations que celles de «pollution atmosphérique», et évoque plus quelque chose de climatique qu'un effet dû à l'activité de l'homme; «smog» embrouille nos esprits. Mais par cette formulation digne d'un film d'épouvante, l'approche du problème de la pollution atmosphérique et les mesures qu'elle devrait impliquer, sont absolument niées... et reléguées à la prochaine alerte.

Le danger n'est pourtant pas quelque chose, venu de nulle part, se manifestant les jours de «pics». Le danger est quotidien: c'est celui de nos modes de vie, de ce que nous sommes devenus comme être humain, dont la capacité de penser et d'imaginer d'autres possibles s'érode chaque jour un peu plus.

A.P.

(1) La métaphore de «La grenouille qui ne savait pas qu'elle était cuite» est tirée d'un livre éponyme d'Olivier Clerc, paru aux éditions Marabout en 2007.

(2) Voir le site de l'IEB, www.ieb.be, qui compile de nombreux articles liés au sujet.

POUR UN NOUVEAU PROTECTIONNISME

CHRONIQUE

Les histoires de viande, ou plutôt de commerce de viande, sont à nouveau au cœur de l'actualité ces derniers temps. En février dernier, ce fut l'affaire des lasagnes à la viande de bœuf commercialisées par Findus. En fait de viande de bœuf, il s'agissait plutôt de viande de cheval frauduleusement introduite dans un circuit commercial des plus complexes. Qu'on en juge: pour un plat de lasagnes, sont intervenus deux courtiers, quatre entreprises et cinq pays de l'Union européenne dont la Roumanie, qui produisait en toute légalité et à des prix très compétitifs une viande de cheval, rebaptisée viande de bœuf en France.

Plus récemment, nouvelle histoire de viande: le secteur belge de la viande se plaint auprès du Ministre de l'économie de la concurrence déloyale qui lui est faite par les abattoirs allemands. Ceux-ci ont recours à des sous-traitants, lesquels emploient des ouvriers intérimaires sous-payés venant d'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie). Les Ministres belges Vande Lanotte et Monica De Coninck ont écrit à la Commission européenne pour fustiger une situation qu'ils jugent inacceptable: « L'Allemagne n'a pas de salaire minimum et emploie, dans certains secteurs, des Européens de l'Est à des prix de dumping et nous ne pouvons pas leur faire une concurrence loyale ».

Ces deux événements ne peuvent pas être vus comme des accidents de parcours résultant de comportements individuels incorrects ou malhonnêtes. Ils sont en fait les conséquences logiques du fonctionnement d'une Union européenne qui a consacré la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux comme valeur prioritaire (article 26 du traité).

Du point de vue des gardiens des traités, il n'y a donc pas lieu de s'interroger: tout va bien. Du point de vue des consommateurs de viande et de la santé, c'est évidemment plus discutable; il y a eu fraude dans l'affaire des lasagnes et il ressort assez clairement de faits régulièrement mis en lumière que l'exigence de traçabilité si souvent évoquée s'apparente plus à de la poudre

« Pour un plat de lasagnes, sont intervenus deux courtiers, quatre entreprises et cinq pays de l'Union européenne dont la Roumanie, qui produisait en toute légalité et à des prix très compétitifs une viande de cheval, rebaptisée viande de bœuf en France »

aux yeux qu'à une garantie de qualité.

Du point de vue de la protection de l'environnement, il suffit de penser aux milliers de kilomètres parcourus en camion tout au long de filières aux multiples intermédiaires pour comprendre que les valeurs limites de pollution par les particules fines et l'ozone troposphérique fixées par l'Union européenne soient régulièrement dépassées dans la plupart des zones urbaines en Europe. Du point de vue social, Mr Vande Lanotte et Mme De Coninck ont raison de dénoncer le dumping pratiqué par l'Allemagne. Sauf, que ce dumping est parfaitement légal et participe du processus de pression à la baisse sur les salaires et les droits sociaux mis en place par le traité européen. S'indigner des conséquences des décisions politiques qu'on a contribué à faire adopter révèle au mieux une perte de mémoire, au pire une totale hypocrisie, à moins de penser que les signataires des traités européens ne mesurent pas les conséquences de leurs décisions.

Faut-il rappeler que le salaire moyen en Bulgarie et en Roumanie est huit fois plus faible que celui pratiqué en Belgique et chez nos voisins les plus

proches, Allemagne comprise. Mettre en concurrence dans un même espace d'activité des travailleurs soumis à des régimes salariaux aussi différents conduit inévitablement à des délocalisations et à des mesures de régression sociale et de pression sur les salaires dans les pays à haut niveau salarial. La politique allemande de création de mini-jobs (payés 450 euros par mois et qui concernent 7.5 millions d'allemands) visant à sortir du chômage un maximum de personnes a effectivement atteint son objectif mais s'inscrit totalement dans cette logique régressive.

Il est plus qu'urgent d'oser remettre en cause aujourd'hui le libre-échange généralisé, y compris au sein de l'Union européenne, si on veut enrayer la course dévastatrice au moins-disant fiscal, écologique et social. Cesser de diaboliser le protectionnisme est le premier pas à effectuer. Le protectionnisme comme outil de politique commerciale au service du maintien de privilèges ou d'avantages injustifiés mérite d'être combattu. Mais s'il consiste à mettre en place des mécanismes de protection écologique et sociale, il devient un instrument non seulement légitime mais utile.

Pourquoi ne pas prévoir des mécanismes de compensation financière aux frontières des États membres de l'Union européenne pour tenir compte des différences objectives des coûts de production? Le produit des prélèvements ainsi effectués pourrait alimenter un fonds spécial de cohésion européenne à destination des États membres les moins bien lotis.

Il va de soi que de tels mécanismes sont d'autant plus justifiés pour contrer la concurrence des pays émergents comme la Chine ou l'Inde, où les droits sociaux sont quasi ignorés et où la protection de l'environnement est inexistante.

Paul Lannoye

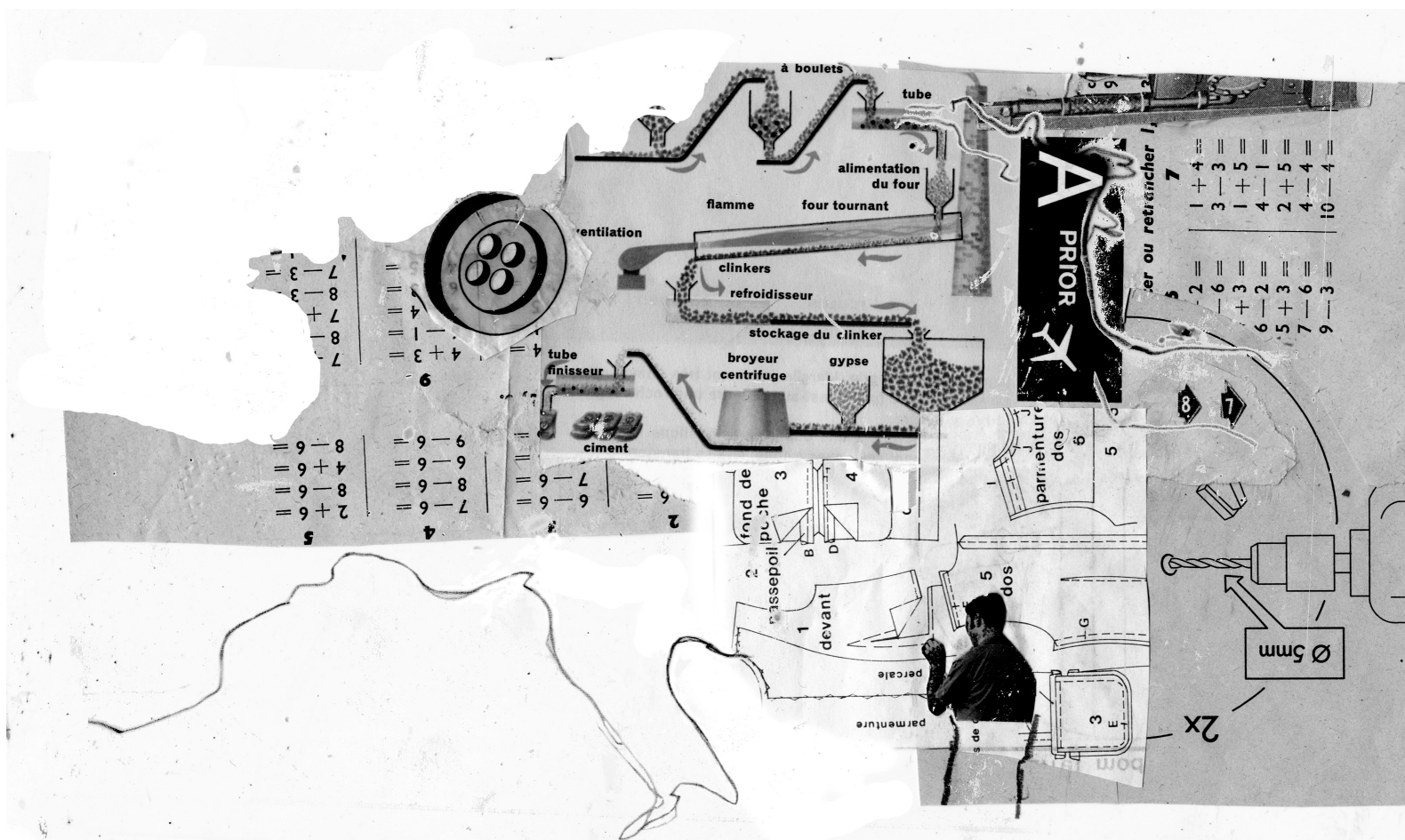


Illustration: Marion Sellenet

«Construire l'utopie» est un projet de voyage-reportage autour de l'autogestion, du pouvoir populaire et de la participation démocratique, entamé par deux jeunes Belges. Il s'agit d'un projet journalistique engagé qui vise à faire découvrir des alternatives inspirantes en Espagne et en Amérique latine. A suivre sur www.utopiasproject.net. Kairos accueillera la description de ces expériences dans ses colonnes.

ALTERNATIVE

LES COMUNER@S ET LE RÊVE D'UN ÉTAT SOCIALISTE COMMUNAL

Au Venezuela, la «révolution bolivarienne» suit son cours, avec des réalités très différentes. Initiative de citoyens, le réseau des comuneros prend à bras-le-corps l'idée récente des communes socialistes pour en faire la base d'une société nouvelle.

À travers la vitre fêlée du bus qui nous conduit à El Tocuyo, une petite ville à l'ouest du Venezuela, on aperçoit un panneau qui souhaite la bienvenue dans la «commune socialiste Francisco Tamayo». La ville est connue pour le dynamisme de ses communes, raison pour laquelle s'y déroule une rencontre régionale du réseau des «comuneros» et «comuneras», où nous nous rendons.

Le lendemain, entre deux ateliers, Coromoto, la soixantaine, nous offrira la nouvelle Constitution bolivarienne - qu'elle porte toujours dans son sac- et la loi des communes. «Maintenant, le peuple peut exercer directement le pouvoir. On peut décider par nous-mêmes. C'est marqué là, à l'article 5», nous explique-t-elle avec émotion. Un autre participant rajoute: «l'idée des communes, c'est de construire le socialisme depuis en bas, depuis ce que nous sommes, avec la participation de tous». Vaste programme, en lequel les comuneros croient et auquel ils ont décidé de consacrer tous leurs efforts...

À L'ORIGINE, UNE PLÉIADE DE CONSEILS COMMUNAUX

Pour comprendre le paysage dans lequel se placent les communes, il faut revenir en 2006. Cette année-là, dans la dynamique de la «révolution bolivarienne», est votée la loi qui crée les conseils communaux. Ceux-ci sont des assemblées citoyennes qui rassemblent 200 à 400 familles. Ils sont dotés de certaines compétences et de subsides conséquents, censés permettre à ces communautés d'améliorer elles-mêmes leurs conditions de vie.

À l'heure actuelle, les conseils communaux recouvrent des réalités très différentes. Certains, en particulier à la campagne, ont été très actifs et ont mené des projets pertinents. Mais s'il pourrait théoriquement exister jusqu'à 70 000 conseils communaux dans tout le pays, ils ne se sont pas nécessairement créés partout. Au sein d'une grande partie d'entre eux, parvenir à une participation effective des citoyens n'est pas facile. De plus, il est vite apparu que le champ d'action des conseils communaux est souvent trop limité que pour s'attaquer à certains enjeux.

Au-dessus des conseils communaux est donc apparue l'idée de communes, comme une instance plus globale qui fédérerait les conseils communaux et autres organisations dans leurs problèmes communs. Encore récentes (la loi

sur les communes date de 2010), la majorité des communes sont en construction. Même si certaines prennent de plus en plus chair autour de l'un ou l'autre projet concret.

«La mission des conseils communaux et des communes serait d'articuler le tissu organisateur des communautés», nous explique Julio Salazar, de l'EFIP (Équipe de formation, d'information et de publication), à Caracas. «Mais ce tissu est très fragile à certains endroits. Beaucoup de choses ont été «décrétées» par les lois et créées artificiellement. La vision du gouvernement est correcte lorsqu'ils veulent donner aux gens la capacité de s'organiser. Mais ça ne peut pas se décréter. Ça doit être lié à quelque chose de réel». L'expérience, très positive dans sa dimension mobilisatrice et intégratrice, n'atteint pas encore les espérances de participation et de politisation escomptées.

LA CAVALERIE DES COMUNEROS

Pendant, ces lois sont un vrai outil. Et sur base de celles-ci se sont créées des initiatives bien solides... En particulier, certains ont décidé de voir dans les communes quelque chose de plus qu'une instance participative supplémentaire. En encourageant la création de nouvelles communes, en se réunissant pour discuter de leur vision de celles-ci, ils ont donné une âme à l'idée de communes socialistes.

«Le réseau des comuneros s'est créé en 2009. Avant toute chose, notre priorité était d'articuler les 16 expériences isolées de communes qui existaient déjà, mais aussi d'impulser la création de nouvelles communes. L'idée était d'échanger nos expériences et nous apporter un appui mutuel», raconte Atenea Jiménez, une des porte-paroles du réseau. Au fil des rencontres nationales, de plus en plus de conseils communaux et de communes se sont joints au projet. Ces dernières sont aujourd'hui plus de 120 à intégrer le réseau.

UN CONCEPT RÉVOLUTIONNAIRE

Très loin de leurs homonymes belges, ces communes vénézuéliennes répondent à une toute autre logique. Conçues comme des entités locales d'auto-gouvernement direct des citoyens, elles sont un concept innovateur, qui pourrait à terme dessiner une nouvelle géométrie du pouvoir et provoquer une transformation profonde de la société vénézuélienne. Le projet d'un «État communal socialiste» offre un exemple de ce que pourrait être une autre société. Sans capitalisme, sans productivisme et basée sur l'autogestion.

L'idée est de refonder la société sur de nouvelles bases, en partant de l'auto-organisation de territoires limités, où les citoyens seraient appelés à gérer directement tant les aspects politiques qu'économiques de leur commune. «Les communes sont des entités politico-territoriales qui partagent un territoire déterminé, une culture,

des habitudes, mais aussi des potentialités économiques, environnementales, et qui, par décision souveraine, décident de se constituer en commune», explique Nelson Ures, une des âmes de la commune Francisco Tamayo.

Les comuneros ne voient pas les communes comme des initiatives locales isolées ou des entités qui diviseraient le pays. Ils sont conscients

«Très loin de leurs homonymes belges, ces communes vénézuéliennes répondent à une toute autre logique. Conçues comme des entités locales d'auto-gouvernement direct des citoyens, elles sont un concept innovateur, qui pourrait à terme dessiner une nouvelle géométrie du pouvoir et provoquer une transformation profonde de la société vénézuélienne»

que la commune doit avoir des niveaux d'agrégation supérieurs. Ainsi, ils développent un schéma d'organisation beaucoup plus global. À terme, l'idée est que l'État socialiste communal puisse en venir à remplacer l'État dans sa forme actuelle. Via les communes et leurs différents conseils sectoriels thématiques (économie, éducation, sécurité, communication...) et via les conseils de travailleurs, les centres de décisions seraient ramenés au niveau local. Les décisions qui déborderaient le cadre local pourraient être discutées au sein d'instances fédératives, où les personnes présentes seraient des porte-paroles de leurs conseils plus que des représentants. Le cœur de l'économie serait lui aussi ramené à la base. Pour les besoins économique qui ne pourraient pas être satisfaits par la commune, il existerait des fédérations d'entreprises communales qui développeraient des projets en commun. La ville communale fédérerait plusieurs communes, au-dessus viendrait le territoire communal, et l'ensemble du pays lui-même serait constitué en une vaste fédération de communes et de conseils de travailleurs, comme éléments centraux du nouvel État. Tout viendrait du bas, et monterait au niveau supérieur seulement quand c'est nécessaire. «C'est un tout qui s'intégrerait pour la construction d'une nouvelle manière de vivre», conclut Atenea.



Illustration: Fanny Dreyer

UNE UTOPIE PERMISE PAR LA LOI

La loi des communes, adoptée sous la dernière législature du président Chavez, offre un cadre juridique aux membres du réseau des comuneros. Les communes sont reconnues officiellement comme des structures d'auto-organisation, elles ont des compétences, l'État communal est évoqué, etc. L'outil est précieux, mais il a ses limites. Pour Atenea, les « cinq lois du pouvoir populaire » en général sont encore trop conservatrices et peu suffisantes. Elle leur adresse trois principaux reproches. Malgré un processus participatif apparent, elles ont été faites d'une manière très fermée; il y a un manque de volonté politique pour que ces lois soient appliquées (leur application effective permettrait déjà d'avancer plus); les lois sont conçues pour que le pouvoir populaire reste un appendice de l'État. Il faut donc, pour Atenea, en faire une « interprétation très créative ». « La loi est un outil intéressant pour avancer sur des éléments concrets, mais elle ne reprend pas l'essence des communes, qui est beaucoup plus large, qui concerne pour nous tous les domaines de la vie. La loi est valable pour une période de transition très courte. Mais on ne peut pas suivre une loi qui nous dit quels pas il faut faire, puisque nous sommes en train de les inventer ».

Aujourd'hui, il s'agit pour les comuneros de développer et conceptualiser le projet communal. La rencontre régionale à Tocuyo avait ainsi pour but de réfléchir et échanger sur le thème de l'économie, centrale dans leur développement.

UNE ÉCONOMIE D'EN BAS, NON CAPITALISTE

Durant les deux jours à El Tocuyo, un nouveau schéma pour les économies communales était récurrent dans les discussions: sortir de l'économie de marché capitaliste, produire localement à travers des entreprises de propriété sociale – qui appartiennent à la communauté –, centrer la production sur les besoins du territoire et échanger les excédents avec les communes voisines. Troc, souveraineté alimentaire, démocratie participative... Les slogans de la révolution – qui peinent à se concrétiser dans le pays –, les comuneros y croient et y travaillent. Juan Estéban, venu de Colombie pour développer le troc au Venezuela, donne un exemple: « Dans le territoire de la commune Francisco Tamayo, il y a déjà quatre entreprises de propriété sociale, qui pratiquent la solidarité, qui s'entraident, dont les bénéfices

sont réinvestis dans la communauté ou pour créer d'autres communes ». Lors de la rencontre régionale à El Tocuyo, l'après-midi du samedi était consacrée à la visite d'entreprises communales productives: réseau de distribution de gaz, ferme familiale intégrale... Et tous les participants en profitaient pour échanger les expériences économiques de leurs différentes communes. Une banque de projets est d'ailleurs en création au sein du réseau, pour que les idées et les expériences que chaque commune développe puissent être partagées et enrichir les autres.

Dans les discussions entre comuneros, la conscience d'un risque en particulier est fort présente: celui d'au final répliquer le modèle capitaliste dans les entreprises communales. La question des profits en particulier fait débat: à quel point une entreprise communale doit-elle viser les profits? Tous sont d'accord sur le fait que la part sociale doit primer. Mais certains vont plus loin, en expliquant que la recherche de plus de profit finit par changer le mode de fonctionnement différent visé, la nouvelle vision du travail développée. « Au final, tu te transformes exactement en capitaliste, même si ton entreprise s'appelle autrement », résume Yuset, de la grange familiale communale de El Tocuyo. Pour Wilmer, de l'État de Falcon, c'est encore plus clair: « Nous ne pouvons ni être les mêmes ni leur ressembler. Nous devons nous opposer ».

Il ne s'agit pas seulement pour les comuneros de changer les structures, tant politiques qu'économiques, pour sortir du capitalisme. Les comuneros veulent aussi changer les mentalités. « Avec comme premier pas la volonté de vouloir vivre en commun, et fonctionner sans hiérarchie », souligne Atenea. Et pour William Gudiño, le compagnon d'Atenea, la conscience de « la nécessité de rompre avec la dépendance concrète envers le capitalisme, y compris culturelle. Il faut que l'on réfléchisse sur comment ça marche, pour pouvoir rompre avec tout ça ». Lorsqu'un autre participant lance l'idée de développer leur propre marque de Coca Cola, William corrige: « non ce qu'il faut qu'on fasse nous c'est par exemple du jus de papaye ». Pour William, il s'agit littéralement de « se vacciner contre le capitalisme, en empêcher les germes ».

UN CHEMIN DANS LE PROCESSUS BOLIVARIEN

Le projet des comuneros est ambitieux. Ils n'en sont qu'au début, et pourtant le réseau des communes au Venezuela se renforce tous les jours.

Conscient de devoir réinventer, les comuneros veulent fonctionner en s'évaluant constamment. Au mois de février, ils ont créé « l'école des comuneros ». Celle-ci ne se situe pas à un endroit du pays. Il s'agit plutôt d'une structure que toutes les communes peuvent s'approprier, qui systématiserait les expériences et les apprentissages, et sur laquelle se baser pour avancer. Elle vise à apporter à toutes les personnes impliquées des outils de capacitation et de conscientisation.

Le projet des comuneros est porté par une réelle impulsion d'en bas et une volonté sincère de participer à part entière au processus révolutionnaire. Mais la plupart ne croient pas au chemin du socialisme bureaucratique et institutionnel du parti. Si les comuneros se sont emparés d'un concept proposé par la loi, ils sont en train de lui donner une âme d'ampleur. Leurs relations avec les institutions sont donc parfois ambiguës. D'une part, ils exigent du ministère du pouvoir populaire les fonds qui leur reviennent de droit, l'argent de l'État étant l'argent du peuple. Ils reprochent à « Funda Comunal », l'instance du ministère chargée d'accompagner et coordonner les communes, de se tromper de rôle. Petit à petit, ce sont les comuneros qui en sont venus à assumer en partie le rôle d'impulsion et d'accompagnement de nouvelles communes, entre semblables. « Ce ministère ne sait pas quelle est sa tâche. Pour eux, ils sont les chefs des communes. Mais les comuneros n'ont pas de chefs. Ils ne comprennent pas que le pouvoir populaire a une dynamique différente. Ils devraient impulser, or ils cooptent », explique Atenea. Pour l'un des participants au week-end à Tocuyo, il s'agit, « pour sauver la révolution, que le pouvoir communal puisse assumer pleinement le pouvoir ».

Si les comuneros sont idéalistes et croient en la possibilité d'un État communal social, qui prône l'égalité et la coopération et où les moyens de production sont aux mains des travailleurs, ils sont aussi réalistes. L'étape actuelle est une phase de transition, où l'État garde son importance, tant dans le bouclier de lois qu'il élabore pour les communes que dans les ressources financières dont il dispose. Mais leur volonté d'auto-organisation est grande et ils ont déjà commencé à construire leur utopie aux niveaux locaux, sans attendre.

Edith Wustefeld et Johan Verhoeven

FAIT
MAIN, C'EST
LE PIED!

FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

UN PRÉSENTOIR À JOURNAUX EN VINYLES FONDUS

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de ***faire par soi-même*** pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

www.foiresavoirfaire.org



LES INGRÉDIENTS

- 2 disques vinyles
- une casserole (genre gros wok)
- de quoi chauffer la casserole
- une pince (en bois ou l'outil)

PRÉPARATION

- faire chauffer l'eau ; quand elle est bien chaude le vinyle trempé dedans se ramollit. Il est alors modelable, dès qu'il refroidit, il redurcit.
- tremper chaque disque à son tour pour modeler le petit rebord (qui servira de pied et qui retiendra les journaux).
- mettre les deux disques dos à dos et les tremper dans l'eau chaude. Prendre en même temps les deux disques et tordre la partie opposée au rebord et la rouler pour que les deux disques restent fixés l'un à l'autre.

Affiner ensuite pour que l'écartement des disques permettent au présentoir de tenir tout seul.

Ce présentoir servira pour le journal Kairos et pour les librairies qui en avaient demandé.

Alors, à ceux qui ont de vieux disques, un peu de temps... votre aide est la bienvenue : fabriquez un présentoir pour votre libraire !



BRÈVES

N'y voyez aucune contradiction !

A priori, on se dit que taper BMW et potager dans un moteur de recherche ne donnera rien. Maintenant, c'est chose possible ! Pour le lancement de ses voitures électriques et hybrides, et après avoir fait étape à Tokyo, New-York et Rome, BMW avait lancé un potager sur le toit du Palais de Tokyo à Paris. Mais attention, le potager fut seulement entre le 4 et le 7 avril. Avant, les légumes poussaient dans le jardin du Chef étoilé Alain Passard au Mans. Après, on ne sait pas où ils sont passés ! Peut-être ont-ils été transportés dans des petites voitures électriques...

Heureusement on apprend dans le communiqué de presse que : « Cette conciliation de la mobilité urbaine et du développement durable n'enlève rien à la performance et au plaisir de conduire si caractéristiques des voitures BMW : avec des accélérations remarquables (0-100km/h en 7.6sec.), une vitesse maximale de 150km/h » : ouf !

Épatante idée, qui a germé dans les cerveaux d'une boîte de com, évidemment. Les potagers urbains créés à la base pour pallier le manque de place dans les villes et qui logiquement se veulent durables, aujourd'hui utilisés comme publicité pour une voiture, le greenwashing a encore de beaux jours devant lui.

« Des oliviers et eucalyptus du jardin à la BMW i, il n'y a qu'un pas ! » Oui, un très grand pas !

Potagers d'Ixelles en danger

Alors que gouvernements et presse mettent tout à la sauce verte - ne serait-ce que balivernes et effets d'annonce... poser la question... - un formidable espace de potagers risque de disparaître. Lutter, toujours ! Déjà une partie des potagers a été détruite, la résistance des habitants ayant été battue en brèche par

l'argument que la construction serait dédiée à des logements sociaux.

Les habitants soulignent avec raison que ces espaces n'ont que des avantages au plan social, culturel, écologique : on y observe rouges-gorges, mésanges bleues, charbonnières, à longue queue, noires, boréales, ou encore huppées, moineaux, merles, pinsons du Nord, chouettes hulotte, un couple de huppés fasciées ; chauves-souris, renards, mulots, musaraignes, orvets, salamandres, etc. On y invite les écoles ; on y crée de la convivialité.

Pour ne pas qu'un jour on ne puisse plus que voir ces animaux empaillés dans des musées sponsorisés par des banques et créer de la convivialité virtuelle à travers les réseaux sociaux, soutenez les potagers d'Ixelles. Plus d'infos : www.potagersxl-en-danger.org

Détournements de pubs justifiés par le tribunal de Paris

Face à l'envahissement publicitaire que pouvoirs publics laissent faire et même parfois encouragent, la désobéissance civile paraît le seul outil efficace. A Paris, les déboulonneurs l'ont parfaitement compris, gribouillant avec délectation les panneaux publicitaires de Decaux et ses amis. Mais ils ne se contentent pas de ça et tentent de justifier leur action par « l'état de nécessité » en profitant des procès contre eux pour faire le procès public de la publicité. Ils expliquent cet état de nécessité par le fait que la publicité représente un danger et que devant ce danger si la personne n'a pas d'autres moyens d'y répondre qu'en enfreignant la loi, elle doit le faire. Dans ce cas, si l'état de nécessité est reconnu par le tribunal, le délit est constaté mais les coupables sont relaxés. Il s'agit donc pour les déboulonneurs de démontrer à force d'arguments (témoignages de scientifiques sur les dangers de la publicité et

d'élus sur l'influence des lobbyings) que l'acte de désobéissance est proportionné à l'intérêt à défendre.

Cette fois, en relaxant les déboulonneurs, le tribunal de Paris reconnaît la liberté d'expression face à l'imposition publicitaire mais aussi l'état de nécessité dans lequel se trouvent les citoyens anti-pub. Il reconnaît donc par là le dysfonctionnement démocratique de nos sociétés, qui ne laissent comme seul choix à celui qui s'oppose à la publicité dans la défense d'un intérêt social supérieur celui de la désobéissance civile

Voir blogs.mediapart.fr/blog/la-rotative/260313

Retraite à 50 ans avec 9 000 euros... c'est la crise !

Les émoluments de quelques 129 hauts fonctionnaires de l'Union européenne s'élèvent en moyenne à 21 260 euros, faisant d'eux le régime de retraite dans la fonction publique le plus favorable des 27 États membres. Touchant parfois jusqu'à 70% de leur dernier traitement sans qu'il faille rester 40 ans, 16 ans suffisant. Ces retraites sont par ailleurs cumulables avec les retraites obtenues dans le pays d'origine. A cela s'ajoutent des « indemnités de déménagement », « indemnités de transition » qui peuvent varier entre 300 000 et 500 000 euros... Conclusion de l'association Sauvegarde Retraites : « C'est un comble, l'administration européenne, garante de l'orthodoxie budgétaire et si prompt à jouer les gendarmes vis-à-vis des États membres qui ne respectent pas les principes de bonne gestion et de rigueur économique, mène, pour elle-même, aux frais des contribuables, une politique laxiste totalement coupée des réalités. » Voir « Les retraites en or de l'Europe », www.lepoint.fr

AGENDA / ANNONCES

Qui: Les petites annonces peuvent être proposées par des particuliers, des collectifs ou associations sans but lucratif.

Quoi: Demandes et offres de matériel, biens, services, échanges, dons, etc. Les offres matrimoniales, toutes respectables qu'elles soient, ne sont pas acceptées.

Prix: La diffusion unique d'une annonce coûte 5 euros, à verser sur le compte de Kairos pour nous soutenir.

Comment: Les annonces font au maximum 600 caractères espaces compris, elles sont à adresser à annonces@kairospresse.be

Quand: Les annonces sont publiées dans le numéro qui suit le 30ème jour de la réception de l'annonce et du paiement, hors numéro spécial.

Sélection: Kairos se réserve le droit de ne pas publier certaines annonces. Vie privée: Attention, les numéros de téléphones, adresses et coordonnées que vous indiquez dans l'annonce seront publiés dans le journal Kairos. En nous communiquant ces données, vous acceptez que nous les publions. La rédaction décline toute responsabilité de l'usage qui sera fait de ces informations privées par des tiers.

AGENDA

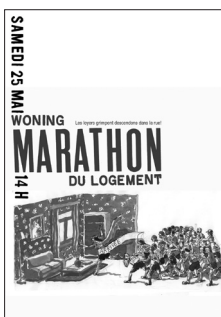
27 MARS AU 13 JUILLET – PARIS

**GUY DEBORD EXPOSÉ:
CECI N'EST PAS UNE BLAGUE !**

Guy Debord, pourfendeur de la société du spectacle se retournerait peut-être dans sa tombe : une expo dédiée à son oeuvre dans un temple de LA culture bienpensante, à la bibliothèque François Mitterrand à Paris! Mais ne jetons pas tout de suite l'autodafé sur l'événement car, et c'est une chose exceptionnelle et inédite, l'exposition rassemble le fond d'archives de Debord que la bibliothèque nationale de France a racheté avec le soutien de sa veuve. C'est donc l'occasion de voir peut-être mieux qui était l'homme, d'approcher autrement le Situationnisme, courant de pensée dont il fut l'un des créateurs.

Exposition du 27 mars au 13 juillet 2013, à Paris.

Plus d'infos sur www.bnf.fr, et pour voir cinq raisons de ne pas rater l'expo, www.rue89.com/rue89-culture/2013/03/30



**SAMEDI 25 MAI – BRUXELLES
GRAND MARATHON DU LOGEMENT**

Les loyers grimpent, descendons dans la rue! À Bruxelles, la crise du logement frappe de plus en plus durement les plus pauvres mais aussi les classes moyennes. Le 25 mai, plusieurs organisations bruxelloises (IEB, BRAL, Ligue des droits de l'homme, CSC-Bruxelles, FEBUL...) appellent à manifester pour demander la mise en œuvre urgente de solutions telles que la construction massive de logements publics, notamment sociaux et l'encadrement des loyers sur le marché privé. Afin de porter ces revendications dans l'espace public avec force et bonne humeur, elles organisent le Marathon du chercheur de logement, mettant en scène la disparité entre l'offre et la demande, les listes d'attente, les obstacles et les discriminations... Rendez-vous samedi 25 mai à 14h sur la place

Roupe pour vous inscrire. Nom-breux lots de consolation à la clef!

**MARDI 7 MAI – CONFÉ-
RENCE DE SERGE LATOUCHE
AUTOUR DE L'«OBSOLES-
CENCE PROGRAMMÉE»**

Conférence «Bon pour la casse. La croissance par l'obsolescence programmée» de Serge Latouche, professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay; Objecteur de croissance. Organisée par le Grappe asbl avec la participation de Respire asbl.

A18h45 à l'Université libre de Bruxelles, Campus du Solbosch - Auditorio H2215. PAF : 5€ / 2€ étudiants.

**MASSE CRITIQUE À VÉLO
LE VENDREDI 26 AVRIL**

Chaque dernier vendredi du mois, les cyclistes bruxellois occupent les rues dans l'espoir d'un futur meilleur... Rendez-vous à 18 h, à la Porte de Namur. www.placeovelo.be

**CONFÉRENCE SUR LE THÈME
DE L'ÉCONOMIE ASSOCIATIVE**

Durant la « semaine du bio », conférence sur l'économie associative, ou comment favoriser le développement

d'une agriculture bio et équitable avec, en toile de fond, le projet de changer de paradigme économique.

- Le 5 juin 2013 de 20h à 22h à la Ferme de Vévy Wéron

- le 7 juin 2013 de 20h à 22h à Louvain-la-Neuve (Belgique) à la Maison du Développement durable

- Le 9 juin 2013 de 20h à 22h à Stoumont (Belgique) au Fagotin,

Plus d'infos : www.tri-articulation.info

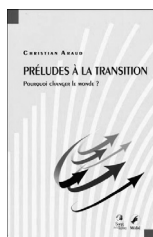
ANNONCE

ANNONCES

**ACTERRE CHERCHE
DES COOPÉRATEURS**

La coopérative Acterre SCRL qui a acquis une ancienne carrière à Modave, est à la recherche de coopérateurs-trices. l'objectif est la préservation de la biodiversité et l'expérimentation d'alternatives. Une part = 250 euros. Iban : be81 5230 8037 8824 ; bic: triobebb ; communication : achat x part(s) + votre tél/ courriel - admimodavie@gmail.com

VU, LU, ENTENDU



On connaissait déjà le nom de Christian Araud comme contributeur de la revue *Entropia* (dans les n° 4 & 7). Le voici signant deux ouvrages. Le premier est un témoignage de sa vie professionnelle, des événements vécus qui ont eu pour effet de le mener progressivement à l'idée de la décroissance. Sur ce plan-là, son parcours de consultant international en matière de développement est loin d'être exemplaire! Mais notre homme, aujourd'hui à la retraite, en est bien conscient. Si l'on est grincheux, on pourra toujours y voir les confessions d'un repent. Mais que celui qui a trouvé la voie du premier coup lui jette la première pierre. Les problématiques de l'eau, de l'agriculture intensive, de l'habitat, du transport, etc., ont été rencontrées à l'occasion de ses multiples voyages en Malaisie, Corée, Roumanie, Inde, au Mexique, Pérou, Niger, Sénégal, entre autres. Sa brève rencontre avec Ivan Illich lui ouvrit les yeux sur un autre pan de la réalité du monde. L'écriture est vivante, non dénuée d'autodérision et remplie d'anecdotes signifiantes. On aura compris que la lecture est plutôt légère – dans le sens positif du terme – et s'éloigne des pensums théoriques sur la décroissance (par ailleurs parfaitement utiles et indispensables).

Changement de ton avec *Préludes à la transition*. Christian Araud livre ici un ouvrage très structuré, documenté et argumenté en faveur d'une transition indispensable, qu'il relie à et réconcilie avec – là est une des originalités du livre – la décroissance. Evoquant Hans Jonas et David Holmgren, l'auteur dresse, en toute lucidité, un état des lieux

catastrophique et détaille quatre probables scénarios du futur, « techno brune » (baisse lente du pétrole, changement climatique rapide), « techno verte » (baisse lente du pétrole, changement climatique lent), « intendants de la Terre » (baisse rapide du pétrole, changement climatique lent) et « canots de sauvetage » (baisse rapide du pétrole, changement climatique rapide). Parmi les initiatives de sorties par le haut, la permaculture et l'agroécologie représentent à ses yeux une sorte de paragon. Le chapitre 5 offre des pistes d'action, individuelles (simplicité volontaire, habitat économe et autonome) et collectives (écoquartiers, éco-lieux, arche de Noé), nomme les entraves à l'action politique, mais aussi ses conditions, compare les modes de vie résilients à la ville et à la campagne, etc. Pour terminer, Araud décrit quelques expériences concrètes, avec leurs avantages et inconvénients: le Mas de Beaulieu en Ardèche, Les Amanins de l'association « Terre et humanisme » de Pierre Rabhi, le Trièves dans le Vercors, jusqu'à Cuba et, bien sûr, Totnes au Royaume-Uni, où le mouvement de la transition est né. Entre pessimisme et optimisme, l'auteur trace les contours d'un futurible. On pourrait aussi résumer sa position par la formule « rien n'est acquis, rien n'est perdu ». ARAUD Christian, LATOUCHE Serge (préface), *La décroissance ou le chaos. Parcours d'un consultant international*, éd. Le pédalo ivre, 2012, 200 pages.

ARAUD Christian, *Préludes à la transition. Pourquoi changer le monde ?*, éd. Sang de la Terre, 2012, 240 pages.

Bernard Legros



UN DOUTE SUR LA PRESSE ?

Nous vous en avons parlé dans un ancien Kairos... si vous n'avez pas encore vu "les nouveaux chiens de garde", le documentaire adapté du livre de Serge Halimi, rendez-vous sur le site « J'ai un doute »: <http://jaiundoute.com/dossiers/12/2012/les-nouveaux-chiens-de-garde> ou sur le site de Fakir Presse ou Acrimed pour acheter le DVD.

Les Nouveaux chiens de garde dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise. Ne pas acheter ce DVD à la FNAC, sur Amazon ou sur Price-Minister, c'est s'assurer que les bénéficiaires serviront, pour moitié, à financer ce journal dissident, et pour l'autre moitié, aux auteurs du film... pour leur permettre de tourner un autre documentaire!

Audrey Verbist

LE 3 MAI: RENCONTRE APRÈS LA SORTIE DU 7ÈME NUMÉRO DE KAIROS

Faire un journal, ça prend du temps ! On a donc souvent le nez dans le guidon : un Kairos est à peine imprimé qu'on est déjà dans l'autre... paradoxalement donc, les contacts nous manquent parfois. Pas toujours le temps de se voir entre nous, pas toujours la possibilité de rencontrer nos lecteurs. Alors, pour ceux qui veulent partager un moment convivial après la sortie du prochain kairos, nous vous convions à une petite soirée à Bruxelles, pour parler Kairos, ou pas, créer du lien, lancer des nouvelles idées, partager un moment!

Rendez-vous à partir de 20h00 le vendredi 3 mai, au bar La Licorne, 61 Chaussée de Forest, 1060 Saint-Gilles (entre la porte de Halle et la rue Théodore Verhaegen).

En attendant, n'oubliez pas de vous réabonner, c'est indispensable pour nous !



Illustration: Marion Sellenet

Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconstruite et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL*

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente

BELGIQUE

Personnes

- > Abonnement simple
 18 euros
- > Formule de soutien**
 30 euros 50euros Plus

Organisations

- > Abonnement simple
 40 euros
- > Formule de soutien**
 60 euros 80euros Plus

FRANCE

Personnes

- > Abonnement simple
 24 euros
- > Formule de soutien**
 30 euros 50euros Plus

Organisations

- > Abonnement simple
 44 euros
- > Formule de soutien**
 60 euros 80euros Plus

Nom***: _____ Prénom***: _____

Rue***: _____ Numéro: _____ Code postal: _____

Ville***: _____ Pays***: _____

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs): _____

> A retourner à: Respire asbl, Rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles

Virement bancaire à l'ordre de
Kairos – asbl Respire sur le compte: 979-6411697-02
IBAN BE32 9796 4116 9702 – BIC ARSPBE22

Chèques
non acceptés
en Belgique

Renseignements:
Tél. (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175
Courriel: info@kairospresse.be
Site: www.kairospresse.be

* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

** Abonnement simple + Don

*** Remplir EN LETTRES MAJUSCULES